



# L'AFRIQUE FACE À LA DÉMONDIALISATION

COMMENT L'AFRIQUE A MIEUX RÉSISTÉ QUE PRÉVU AUX CRISES INTERNATIONALES DE L'UKRAINE ET D'ORMUZ

Par Nour Zeghdoud, Analyste au Millénaire

Matthieu Hocque, Directeur Général du Millénaire



## AVANT-PROPOS

L'Afrique se trouve aujourd'hui au cœur d'un système économique mondial marqué par une interdépendance croissante entre les États, les marchés et les grandes routes commerciales. Même lorsqu'un conflit éclate loin de ses frontières, le continent africain est aussi touché par la hausse des prix, la perturbation des échanges, la raréfaction de certaines ressources. La guerre en Ukraine, déclenchée en février 2022 et la fermeture du détroit d'Ormuz, constituent deux exemples de cette vulnérabilité.

Or, les pays africains cumulent une crise de la production de richesses, une dépendance aux importations de produits intermédiaires y compris sur les plans alimentaires et énergétiques, des crises sociales comme celles de la « Gen Z » et des fragilités budgétaires pouvant amener à des crises des dettes souveraines si les chocs exogènes viennent à se multiplier.

L'enjeu de cette étude est d'analyser la manière dont ces deux crises, illustrant une forme de « démondialisation », affectent les économies africaines. Il ne s'agit pas seulement d'observer une hausse des prix ou une difficulté d'approvisionnement, mais de comprendre comment ces chocs extérieurs révèlent des fragilités structurelles. D'autant plus que l'Afrique subit, comme ailleurs, le ralentissement du commerce international et de la production mondiale, conséquences du nouveau cycle économique post-crise sanitaire. Ainsi, comment la guerre en Ukraine et celle d'Ormuz fragilisent-elles les économies africaines, tout en révélant la nécessité d'une transformation structurelle du continent ?

Alors qu'un ouragan de famines pouvait être à redouter, les pays africains ont finalement mieux résisté que prévu et peut être mieux que d'autres zones comme l'Europe. **Ce sont paradoxalement les plus grandes économies qui ont le plus souffert (Égypte, Afrique du Sud, Nigéria, etc.),** une mauvaise nouvelle pour l'intégration régionale africaine. Ces crises ont accéléré les impératifs de transformation des pays africains et constituent des avertissements pour que les pays africains se préparent mieux à l'avenir.

|                                                                                                            |           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>AVANT-PROPOS .....</b>                                                                                  | <b>2</b>  |
| <b><i>GUERRE UKRAINE : REVELATEUR D'UNE DEPENDANCE ALIMENTAIRE AFRICAINE....</i></b>                       | <b>4</b>  |
| <b>UNE REDOUTABLE INFLATION ALIMENTAIRE EN AFRIQUE .....</b>                                               | <b>5</b>  |
| COMMENT LA CRISE AGRICOLE A PERTURBÉ LE CONTINENT AFRICAIN .....                                           | 5         |
| DES IMPACTS GÉOGRAPHIQUES DIFFÉRENCIÉS .....                                                               | 6         |
| UNE CRISE SUPPLEMENTAIRE AVEC LA CRISE DES ENGRAIS .....                                                   | 15        |
| <b>DES CONSÉQUENCES POLITIQUES ET SOCIALES DIRECTES .....</b>                                              | <b>18</b> |
| VERS UN OURAGAN DE FAMINES SUR LE MODELE DE 2008 .....                                                     | 18        |
| DES CONSEQUENCES GLOBALES QUI PREPARENT LA CRISE D'ORMUZ.....                                              | 20        |
| <b><i>LE DETROIT D'ORMUZ, UN POINT DE PASSAGE VITAL POUR L'AFRIQUE .....</i></b>                           | <b>22</b> |
| <b>LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE D'ORMUZ SUR L'AFRIQUE .....</b>                                            | <b>22</b> |
| UN GOULOT D'ÉTRANGLEMENT ET UNE FRAGILISATION DES VOIES MARITIMES QUI AFFECTENT<br>LES PAYS AFRICAINS..... | 22        |
| DES CONSÉQUENCES DIRECTES SUR LE TRANSPORT ET LE MIX-ENERGETIQUE DES PAYS AFRICAINS<br>.....               | 24        |
| DES CONSÉQUENCES INDIRECTES SPECIFIQUES AU CONTINENT AFRICAIN .....                                        | 28        |
| <b>DES EFFETS DIFFERENCIES ENTRE IMPORTATEURS ET EXPORTATEURS D'HYDROCARBURES<br/>.....</b>                | <b>31</b> |
| <b>CRISE D'ORMUZ : UN ACCÉLÉRATEUR DES CRISES EN COURS EN AFRIQUE ? .....</b>                              | <b>34</b> |
| <b><i>UN MONDE EN CRISE, MAIS UNE OPPORTUNITÉ POUR L'AFRIQUE ? .....</i></b>                               | <b>39</b> |
| <b>LES ATOUTS DE L'AFRIQUE DANS LA DEMONDIALISATION.....</b>                                               | <b>40</b> |
| UN POSITIONNEMENT GEOGRAPHIQUE FAVORABLE A LA RECONFIGURATION DES ROUTES<br>COMMERCIALES MONDIALES.....    | 40        |
| UN FACTEUR TRAVAIL ABONDANT PREALABLE A UNE POLITIQUE D'INDUSTRIALISATION.....                             | 42        |
| UNE LOGIQUE DE SPECIALISATION SECTORIELLE .....                                                            | 44        |
| <b>COMMENT LES PAYS AFRICAINS ONT MIEUX RESISTE QUE PREVU AUX CHOCS EXOGENES<br/>.....</b>                 | <b>46</b> |
| <b>Conclusion.....</b>                                                                                     | <b>48</b> |

# GUERRE UKRAINE : REVELATEUR D'UNE DEPENDANCE ALIMENTAIRE AFRICAINE

---

**La guerre en Ukraine a d'abord eu un impact considérable sur l'approvisionnement alimentaire mondial.** Avant le conflit, la Russie et l'Ukraine occupaient une place centrale dans les exportations de céréales. L'Ukraine était souvent considérée comme l'un des greniers de l'Europe et du monde, tandis que la Russie figurait parmi les premiers exportateurs mondiaux de blé. Plusieurs pays africains importaient une part importante de leur blé depuis cette région de la mer Noire<sup>1</sup>.

Lorsque la guerre a éclaté, les exportations ukrainiennes ont été perturbées par les combats, les destructions d'infrastructures, les difficultés logistiques et les blocages portuaires. Les marchés internationaux ont immédiatement réagi par une hausse des prix.

Pour les pays africains, cette hausse a été particulièrement problématique, car les céréales importées occupent une place importante dans l'alimentation urbaine. Le pain, la farine, les pâtes et d'autres produits dérivés du blé sont devenus plus coûteux.

---

<sup>1</sup> L'impact de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire | Réponses d'experts de la Banque mondiale

## UNE REDOUTABLE INFLATION ALIMENTAIRE EN AFRIQUE

COMMENT LA CRISE AGRICOLE A PERTURBÉ LE CONTINENT AFRICAIN

**Le blé représente 25% des apports caloriques de la population mondiale et confère dès lors un pouvoir politique considérable aux belligérants**, et de surcroît à la Russie capable d'user d'un *food power* mis au service d'une logique de conflit.

**Depuis le début de la guerre en Ukraine en mars 2022, le cours du blé s'est envolé. Il est structurellement au-dessus de 500\$<sup>2</sup>.** Cela fait craindre aux Nations Unies le risque d'un ouragan de famines dans le monde, à l'heure où ces pays doivent faire face à une explosion démographique. Cette guerre aggrave le risque de famines dans un monde marqué par la sortie de la crise sanitaire qui aura déjà percuté au préalable le secteur agricole. **En 2021, l'ONU enregistrait 40 millions de personnes en détresse alimentaire supplémentaires contre désormais près de 200 millions de personnes qui pourraient entrer en insécurité alimentaire**, ce qui participera à l'accroissement des migrations à travers le monde.

De nombreux pays du Sud ne peuvent plus importer ni des produits russes, ni des produits ukrainiens. Selon les *Nations Unies*, **45 pays du Sud importent depuis l'Ukraine ou la Russie au moins un tiers de leur consommation de blé.** Parmi ceux-ci figurent des pays fortement peuplés tels que l'Égypte (102 millions d'habitants) qui importe d'Ukraine et de Russie 59% de son blé, République démocratique du Congo (89 millions d'habitants) qui en importe 68%, ou le Soudan (44 millions d'habitants) qui en importe 75%. Sachant que pour ces pays il est difficile de se passer des produits russes et ukrainiens, l'envolée du cours des produits agricoles pénalise leur balance commerciale, au détriment d'autres dépenses de l'État tels que les investissements économiques, les infrastructures, services publics (santé, éducation) qui déstabiliseront toute l'Afrique.

---

<sup>2</sup> [Cours du Blé \(en US\\$\)](#), *Trading Economics*, juin 2026.

## DES IMPACTS GÉOGRAPHIQUES DIFFÉRENCIÉS

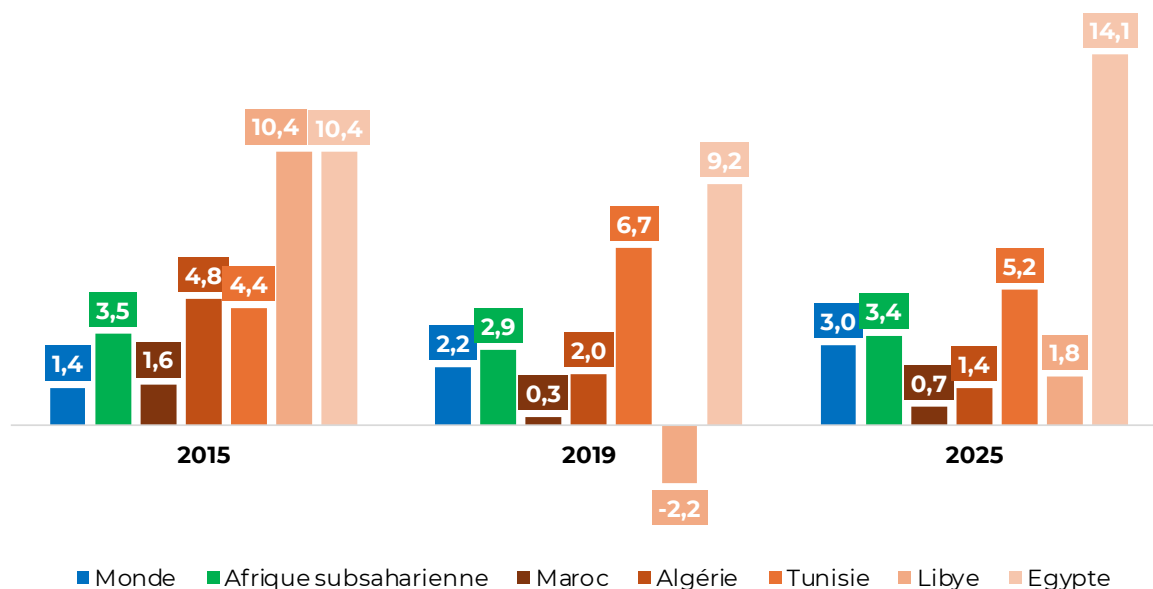
**Comparaison des taux d'inflation Monde, Afrique subsaharienne, et Afrique du Nord, Banque Mondiale (2015-2025)**

Figure – Comparaison des taux d’inflation entre la moyenne mondiale, la moyenne de l’Afrique subsaharienne et des pays d’Afrique du Nord<sup>3</sup>

Si le continent africain a été touché dans son ensemble, les impacts géographiques de la guerre en Ukraine ont été différenciés. Le graphique ci-dessus illustre qu’en général, à l’exception du Maroc, la totalité des pays africains ont des modèles plus inflationnistes que la moyenne mondiale, qui s’explique par une démographie plus dynamique. En 2015, le taux d’inflation est supérieur à 4% dans tous les pays d’Afrique du Nord, lorsqu’il est situé à 1,4% dans le reste du monde<sup>4</sup>. De plus, les pays d’Afrique subsaharienne ont une inflation moyenne de 3,5%<sup>5</sup>, soit plus de 2 points au-dessus de la moyenne mondiale. Ainsi, les pays africains en général évoluaient dans climat antérieur aux crises mondiales de la pandémie, puis de la guerre en Ukraine, avec une inflation plus forte que la moyenne mondiale. A noter que

<sup>3</sup> [Inflation, prix à la consommation \(% annuel\)](#), Banque Mondiale, sur la base des Statistiques financières internationales et autres fichiers de données du Fonds monétaire international.

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> Ibid.

nous avons conservé l'année 2019 et non 2020 pour neutraliser l'effet de la crise sanitaire.

L'Afrique du Nord a été particulièrement exposée à cette situation. Des pays comme l'Égypte, la Tunisie, le Maroc ou l'Algérie dépendent fortement des importations de céréales pour répondre aux besoins de leur population. Dans ces pays, **le pain constitue un produit de base, souvent lié à des politiques de subvention**. Lorsque le prix international du blé augmente, les gouvernements doivent choisir entre laisser les prix augmenter pour les consommateurs ou accroître les dépenses publiques afin de maintenir les subventions. Dans les deux cas, la pression économique est importante. En effet, il est à noter que ces pays sont plus vulnérables à l'inflation que les pays d'Afrique subsaharienne.

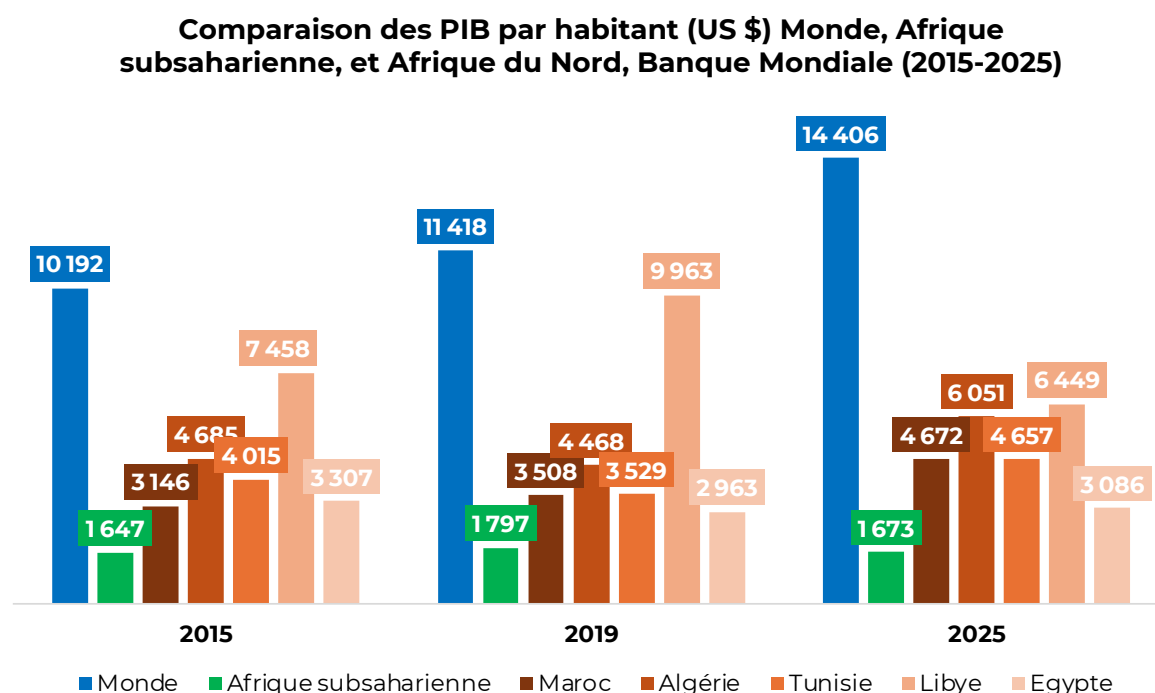


Figure – Comparaison des PIB par habitant entre la moyenne mondiale, la moyenne de l'Afrique subsaharienne et des pays d'Afrique du Nord<sup>6</sup>

<sup>6</sup> [PIB par habitant \(\\$ US courants\) - Africa](#), Banque Mondiale, sur la base des Statistiques financières internationales et autres fichiers de données du Fonds monétaire international.

A partir des mêmes données de la Banque mondiale, nous relevons une conséquence majeure révélatrice d'une problématique spécifique à l'Afrique subsaharienne : **l'érosion de la production de richesses après les crises exogènes**. Il s'agit d'un phénomène contre-intuitif au regard de la démographie et de la phase de développement dans laquelle se situent l'immense majorité des pays subsahariens, à savoir l'émergence. **Si l'Afrique a moins été touchée qu'on pourrait le penser sur l'inflation après la guerre en Ukraine, ce qui est à relever est que la production de richesses par habitant a baissé depuis l'année 2019**. En effet, **en 2015, la production de richesses d'un subsaharien est de 1 647 \$ annuels soit 6,1 fois moins que la production de richesse moyenne d'un habitant dans le monde**<sup>7</sup>. En 2025, 10 ans après, l'écart de production de richesses par tête entre la moyenne d'un subsaharien et la moyenne mondiale est passé à 8,6.

De plus, **l'Afrique subsaharienne a été touchée, même si les formes de dépendance varient selon les régions**. Dans certains pays, la hausse du prix du blé affecte principalement les populations urbaines, tandis que dans d'autres, elle s'ajoute à des difficultés agricoles internes liées aux sécheresses, aux conflits locaux ou à la faiblesse des infrastructures rurales. La guerre en Ukraine a ainsi amplifié des fragilités déjà existantes<sup>8</sup>.

Les graphiques suivants montrent l'évolution du PIB par habitant pour chaque pays africain que nous avons classifié en trois catégories : **les puissances démographiques du Continent** (+ 30 millions d'habitants), **les puissances démographiques intermédiaires** (entre 30 millions et 10 millions d'habitants) et **les petits pays sur le plan démographique** (moins de 10 millions d'habitants). Cette distinction est éclairante **puisque les enjeux de sécurité alimentaire liée à la guerre en Ukraine n'ont pas les mêmes incidences selon la taille démographique de chaque pays**.

<sup>7</sup> Ibid.

<sup>8</sup> Dernière mise à jour sur la sécurité alimentaire

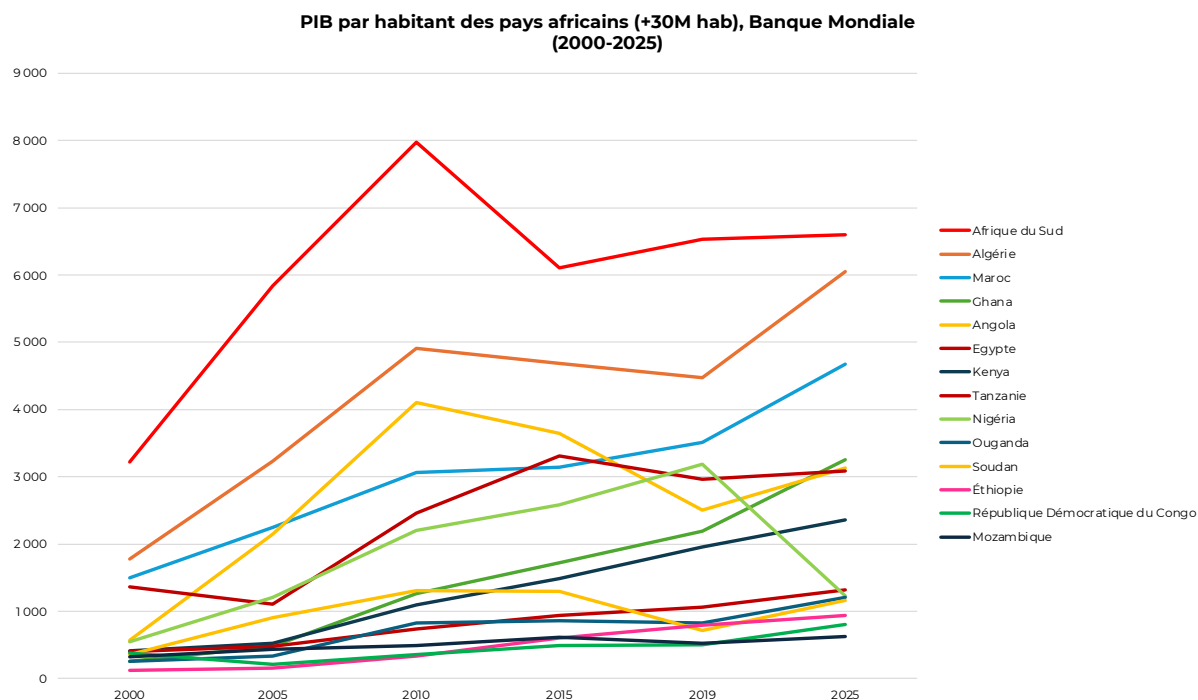


Figure - PIB par habitant des pays africains (+30M habitants), Banque Mondiale, (2000-2025)<sup>9</sup>

| PIB par habitant, Afrique        | 2015  | 2019  | 2025  | Croissance par an 2015-2019 | Croissance par an 2021-2025 |
|----------------------------------|-------|-------|-------|-----------------------------|-----------------------------|
| Afrique du Sud                   | 6 112 | 6 534 | 6 598 | 1,4%                        | 0,2%                        |
| Algérie                          | 4 685 | 4 468 | 6 051 | -0,9%                       | 5,9%                        |
| Maroc                            | 3 146 | 3 508 | 4 672 | 2,3%                        | 5,5%                        |
| Ghana                            | 1 723 | 2 187 | 3 257 | 5,4%                        | 8,2%                        |
| Angola                           | 3 642 | 2 508 | 3 129 | -6,2%                       | 4,1%                        |
| Egypte                           | 3 307 | 2 963 | 3 086 | -2,1%                       | 0,7%                        |
| Kenya                            | 1 489 | 1 960 | 2 363 | 6,3%                        | 3,4%                        |
| Tanzanie                         | 939   | 1 063 | 1 319 | 2,6%                        | 4,0%                        |
| Nigéria                          | 2 586 | 3 190 | 1 224 | 4,7%                        | -10,3%                      |
| Ouganda                          | 863   | 822   | 1 206 | -0,9%                       | 7,8%                        |
| Soudan                           | 1 292 | 710   | 1 165 | -9,0%                       | 10,7%                       |
| Éthiopie                         | 598   | 793   | 933   | 6,5%                        | 2,9%                        |
| République Démocratique du Congo | 496   | 504   | 807   | 0,3%                        | 10,0%                       |
| Mozambique                       | 611   | 519   | 627   | -3,0%                       | 3,5%                        |

<sup>9</sup> Ibid.

Tableau – PIB par habitant des pays africains (+30M habitants), Banque Mondiale, (2015-2025)<sup>10</sup>

Alors que nous avons montré précédemment que sur la période 2015-2025, la production de richesses par habitant n'a pas progressé en moyenne en Afrique (hors Afrique du Nord), cela masque des réalités différentes.

Ce graphique et ce tableau nous livrent un enseignement très clair. Les grandes puissances démographiques d'Afrique subsaharienne ont vu leur production de richesses par habitant, littéralement s'effondrer ou diminuer de façon notable depuis 2015. Citons le Nigéria (-53%), l'Angola (-14%), le Soudan (-10%) ou l'Égypte (-7%). Mais surtout, il est possible de voir un ralentissement prononcé des pays africains subsahariens très peuplés sur les 4 années succédant aux crises exogènes que sur les 4 années les précédents. Il s'agit du Nigéria, de l'Éthiopie, le Kenya ou encore l'Afrique du Sud car tous ces pays partagent le point commun de voir un taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant être plus faible sur la période 2021-2025 que sur la période 2015-2019 traduisant une vulnérabilité accrue aux crises exogènes.

---

<sup>10</sup> Ibid.

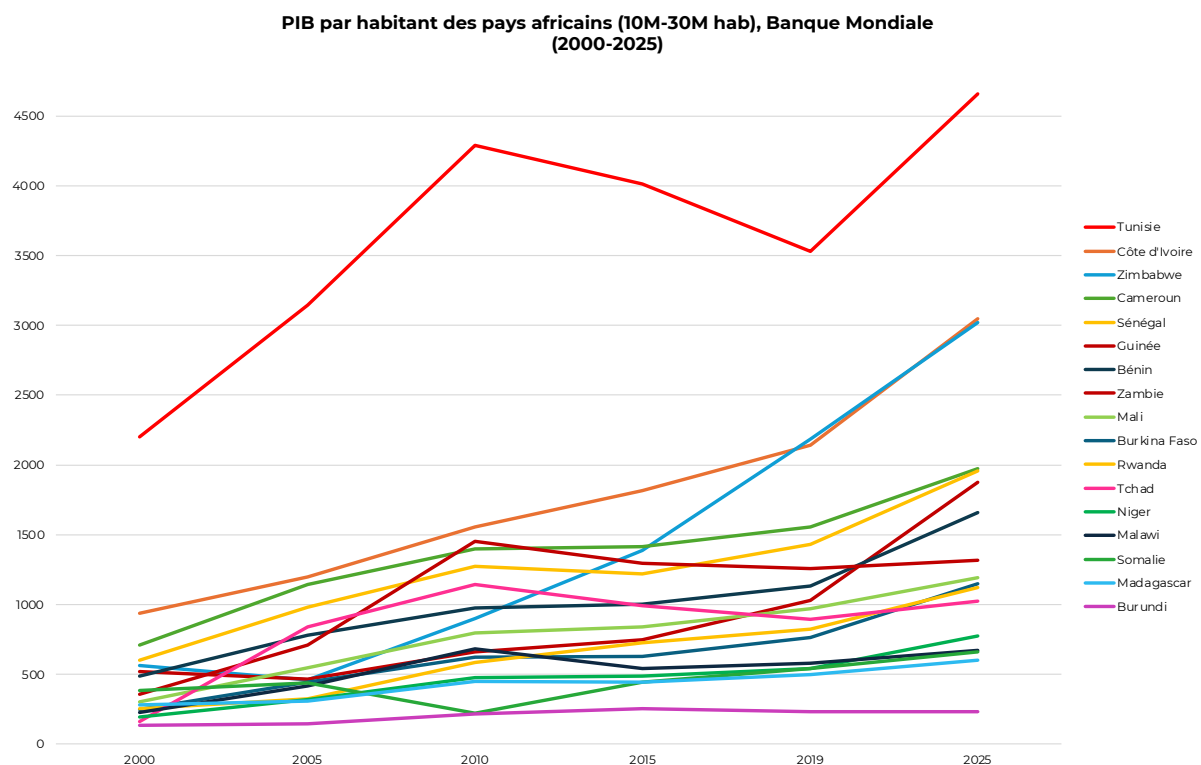


Figure - PIB par habitant des pays africains intermédiaires, Banque Mondiale, (2000-2025)<sup>11</sup>

| PIB par habitant,<br>Afrique | 2015  | 2019  | 2025  | Croissance par<br>an 2015-2019 | Croissance par an<br>2021-2025 |
|------------------------------|-------|-------|-------|--------------------------------|--------------------------------|
| Tunisie                      | 4015  | 3529  | 4657  | -3,0%                          | 5,3%                           |
| Côte d'Ivoire                | 1 815 | 2 142 | 3 050 | 5%                             | 7%                             |
| Zimbabwe                     | 1387  | 2185  | 3021  | 14%                            | 6%                             |
| Cameroun                     | 1 415 | 1 555 | 1 972 | 2%                             | 4%                             |
| Sénégal                      | 1 218 | 1 431 | 1 955 | 4%                             | 6%                             |
| Guinée                       | 747   | 1 031 | 1 877 | 9%                             | 14%                            |
| Bénin                        | 1 002 | 1 131 | 1 658 | 3%                             | 8%                             |
| Zambie                       | 1296  | 1259  | 1318  | -1%                            | 1%                             |
| Mali                         | 838   | 972   | 1 193 | 4%                             | 4%                             |
| Burkina Faso                 | 630   | 765   | 1 148 | 5%                             | 8%                             |
| Rwanda                       | 726   | 823   | 1 124 | 3%                             | 6%                             |
| Tchad                        | 994   | 893   | 1022  | -3%                            | 2%                             |
| Niger                        | 486   | 541   | 775   | 3%                             | 7%                             |
| Malawi                       | 540   | 581   | 672   | 2%                             | 3%                             |
| Somalie                      | 446   | 540   | 661   | 5%                             | 4%                             |

<sup>11</sup> Ibid.

|            |     |     |     |     |    |
|------------|-----|-----|-----|-----|----|
| Madagascar | 445 | 500 | 599 | 3%  | 3% |
| Burundi    | 254 | 234 | 234 | -2% | 0% |

Tableau – PIB par habitant des pays africains intermédiaires, Banque Mondiale, (2015-2025)<sup>12</sup>

Sur le bloc de pays intermédiaires, la tendance est différente. Paradoxalement, même si leur niveau de richesse par habitant est plus faible avec une moyenne à 1 585 \$ par habitant en 2025 contre 2 603 \$ pour le précédent bloc de pays, **ils apparaissent moins vulnérables aux crises exogènes**. La quasi-totalité de ce groupe de pays demeure sur une dynamique de progression du PIB/habitant à l'exception de cas très particuliers marqués par des conflits comme la Libye, le Mali, la Somalie ou même le Zimbabwe dont la situation politique fut très particulière avec la transition post-Robert Mugabe débarqué en 2017 et décédé en 2019.

De surcroît, la plupart des pays affichent des taux de croissance annuels moyen du PIB/habitant supérieurs sur la période 2021-2025 que sur la période 2015-2019.

<sup>12</sup> Ibid.

**PIB par habitant des pays africains (-10M hab), Banque  
Mondiale  
(2000-2025)**

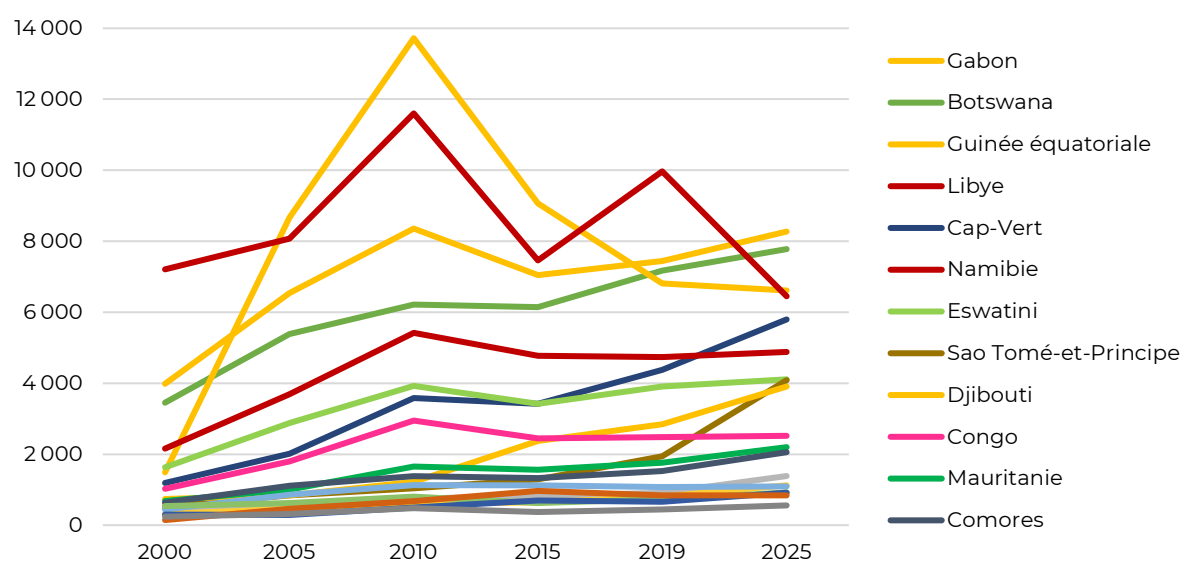


Figure - PIB par habitant des petits pays africains, Banque Mondiale, (2000-2025)<sup>13</sup>

<sup>13</sup> Ibid.

| PIB par habitant, Afrique | 2015  | 2019  | 2025  | Croissance par an 2015-2019 | Croissance par an 2021-2025 |
|---------------------------|-------|-------|-------|-----------------------------|-----------------------------|
| Gabon                     | 7 047 | 7 441 | 8 263 | 1,4%                        | 1,8%                        |
| Botswana                  | 6 141 | 7 172 | 7 778 | 4%                          | 1%                          |
| Guinée équatoriale        | 9 069 | 6 804 | 6 615 | -6%                         | 0%                          |
| Libye                     | 7 458 | 9 963 | 6 449 | 8%                          | -6%                         |
| Cap-Vert                  | 3 415 | 4 381 | 5 796 | 7%                          | 5%                          |
| Namibie                   | 4 774 | 4 732 | 4 876 | 0%                          | 1%                          |
| Eswatini                  | 3 420 | 3 913 | 4 108 | 4%                          | 1%                          |
| Sao Tomé-et-Principe      | 1 298 | 1 935 | 4 084 | 12%                         | 19%                         |
| Djibouti                  | 2 376 | 2 837 | 3 906 | 5%                          | 6%                          |
| Congo                     | 2 439 | 2 488 | 2 515 | 1%                          | 0%                          |
| Mauritanie                | 1 559 | 1 767 | 2 198 | 3%                          | 4%                          |
| Comores                   | 1 329 | 1 519 | 2 056 | 4%                          | 6%                          |
| Togo                      | 814   | 918   | 1384  | 3%                          | 8%                          |
| Guinée-Bissau             | 645   | 811   | 1 124 | 6%                          | 6%                          |
| Lesotho                   | 1 121 | 1 082 | 1 089 | -1%                         | 0%                          |
| Gambie                    | 620   | 738   | 919   | 5%                          | 4%                          |
| Libéria                   | 693   | 658   | 915   | -1%                         | 7%                          |
| Sierra Leone              | 965   | 844   | 846   | -3%                         | 0%                          |
| Centrafrique              | 366   | 449   | 556   | 6%                          | 4%                          |

Tableau – PIB/habitant des petits pays africains, Banque Mondiale, (2015-2025)<sup>14</sup>

Sur le bloc des petits pays, se cachent des situations contrastées. Il est à distinguer deux sous-catégories de pays, des pays dépendant d'exportations de matières premières minières et qui sont historiquement très riches pour l'Afrique (Guinée-équatoriale, Gabon ou Botswana). Ces pays accusent un vrai ralentissement de la croissance de leur PIB par habitant. Les autres pays poursuivent davantage la trajectoire du précédent bloc.

<sup>14</sup> Ibid.

Ainsi, cette crise a montré que paradoxalement, les pays africains les plus vulnérables aux chocs exogènes ont été les grands pays subsahariens et l'Egypte (mais qui a cumulé également des problématiques sécuritaires liées au conflit dans le Moyen-Orient depuis l'année 2023. Ainsi, **la sécurité alimentaire ne dépend pas seulement de la production agricole locale, mais des chaînes d'approvisionnement internationales.** Lorsqu'un continent importe une part importante de ses denrées de base, il devient dépendant de la stabilité politique, militaire et logistique d'autres régions.

## UNE CRISE SUPPLEMENTAIRE AVEC LA CRISE DES ENGRAIS

La guerre en Ukraine n'a pas seulement affecté les céréales. Elle a également **perturbé le marché mondial des engrais.**

### Ammonitrate 27%

Usine Départ , €/t

02/07/2026

| Prix   | Var.  |
|--------|-------|
| 445,00 | -2,75 |



### Solution azotée

Rouen Départ , €/t

02/07/2026

| Prix   | Var. |
|--------|------|
| 437,50 | -3   |

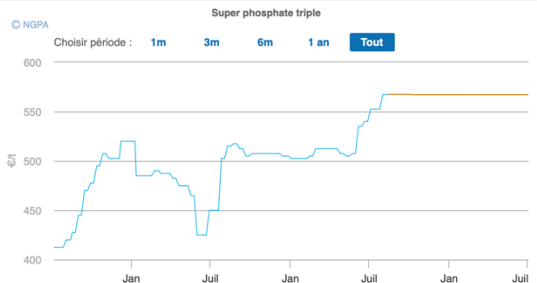


### Super phosphate triple

Port Départ , €/t

02/07/2026

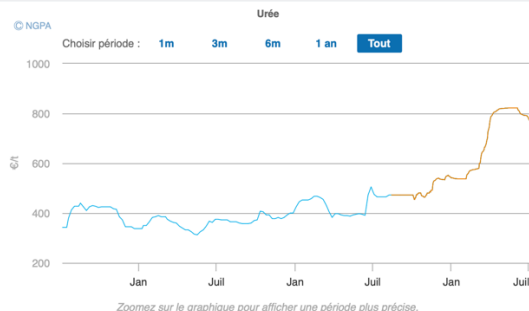
| Prix   | Var. |
|--------|------|
| 567,25 | =    |



### Port Départ , €/t

02/07/2026

| Prix   | Var. |
|--------|------|
| 772,00 | -3   |



Figures – Cotations Engrais sur les marchés internationaux (2023-2026)<sup>15</sup>

<sup>15</sup> [Cotations de l'engrais](#), Web-agri, 2 juillet 2026.

La Russie est un acteur majeur dans la production et l'exportation d'engrais azotés, phosphatés et potassiques. Les sanctions, les restrictions commerciales, les difficultés de paiement et les perturbations du transport maritime ont contribué à faire augmenter les prix.

C'est pourquoi, sur l'ensemble des quatre engrais les plus consommés au niveau mondial (ammonitrate, azote, phosphate et urée), les tendances structurelles sont à la hausse depuis 2021 et a fortiori depuis 2023. **Le cours de la solution azotée a flambé de +84% sur les trois dernières années en glissant, celui du phosphate de +37%, celui de l'urée de +125% et enfin celui de l'ammonitrate 27% de +60%**<sup>16</sup>.

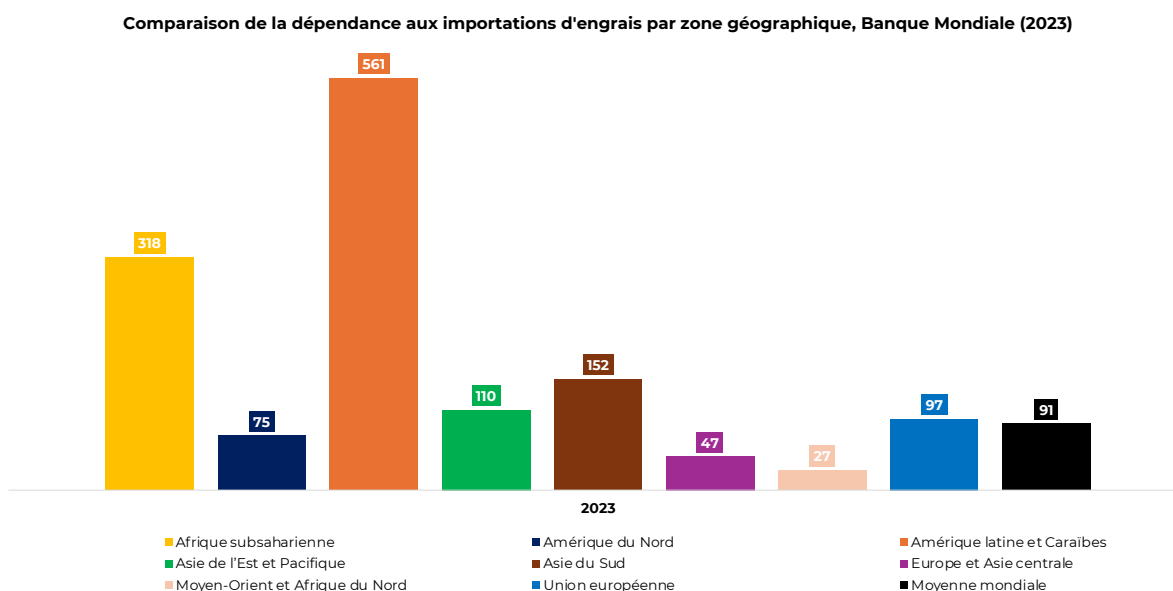


Figure – Dépendance aux importations d'engrais par zone géographique en 2023 (Banque Mondiale)<sup>17</sup>

Le graphique précédent l'indicateur de la Banque Mondiale de la consommation d'engrais en pourcentage de la production d'engrais. **Si l'indicateur est supérieur à 100, cela signifie que le pays consomme plus d'engrais qu'il n'en produit et que donc, il importe.**

<sup>16</sup> Ibid.

<sup>17</sup> [Consommation d'engrais \(% de la production d'engrais\) – Africa](#), sur la base des Statistiques financières internationales et autres fichiers de données du Fonds monétaire international.

**Pour l'Afrique, cette hausse constitue un problème fondamental.**

L'agriculture africaine souffre déjà d'un accès insuffisant aux intrants agricoles modernes. Dans de nombreux pays, les petits producteurs utilisent peu d'engrais en raison de leur coût élevé, de la faiblesse des réseaux de distribution et du manque d'accès au crédit. Lorsque les prix mondiaux augmentent, les engrais deviennent encore moins accessibles<sup>18</sup>.

Alors que la moyenne mondiale est proche de 100 (97), les deux zones géographiques les plus vulnérables à une crise des engrais sont l'Amérique Latine et les Caraïbes qui consomment plus de 4 fois plus d'engrais qu'ils n'en produisent et l'Afrique subsaharienne dont c'est le double. Il s'agit d'une fragilité systémique de premier ordre pour un continent encore très rural puisque le secteur agricole contribue à 23 % du PIB du continent et à 49 % de l'emploi sur le continent<sup>19</sup>.

Cette situation peut réduire les rendements agricoles. Si les agriculteurs utilisent moins d'engrais, les récoltes diminuent, ce qui réduit l'offre alimentaire locale et accroît la dépendance aux importations. Le choc extérieur se transforme alors en cercle vicieux. **La hausse des prix des engrais réduit la production locale, ce qui augmente les besoins d'importation, alors même que les prix internationaux sont élevés.**

La crise des engrais montre donc que la dépendance africaine ne concerne pas uniquement les produits finis, mais aussi les intrants nécessaires à la production locale. Produire davantage en Afrique suppose non seulement de cultiver plus de terres, mais aussi de sécuriser l'accès aux semences, aux engrais, à l'eau, au stockage et aux infrastructures de transport. Sans cela, la souveraineté alimentaire reste difficile à atteindre.

---

<sup>18</sup> African Economic Outlook 2024

<sup>19</sup> [Afrique : l'agriculture représente environ 23 % du PIB du continent](#), *Africa 24*, 15 octobre 2025.

## DES CONSÉQUENCES POLITIQUES ET SOCIALES DIRECTES

**La hausse des prix alimentaires provoquée par la guerre en Ukraine a eu des conséquences sociales importantes.** Dans de nombreux pays africains, les ménages consacrent une part élevée de leurs revenus à l'alimentation. Cela signifie qu'une hausse du prix du pain, de la farine ou de l'huile réduit directement leur pouvoir d'achat. Contrairement aux ménages plus aisés, les populations pauvres disposent de peu de marge d'adaptation. Elles ne peuvent pas facilement compenser l'augmentation des prix par une hausse de revenus<sup>20</sup>.

### VERS UN OURAGAN DE FAMINES SUR LE MODELE DE 2008

Cette situation peut entraîner une dégradation de la qualité de l'alimentation, à l'image **de la crise alimentaire de 2007-2008 causant des émeutes de la faim dans plusieurs pays en Afrique et en Amérique latine.** Les familles réduisent parfois le nombre de repas, achètent des produits moins chers ou diminuent leur consommation de protéines. À long terme, cette évolution peut renforcer la malnutrition, notamment chez les enfants. L'impact économique se transforme donc progressivement en problème social et sanitaire.

Les villes africaines sont particulièrement sensibles à ces hausses de prix. Dans les zones urbaines, les populations dépendent davantage des marchés pour se nourrir, contrairement aux zones rurales où une partie de la production peut être autoconsommée. **Lorsque les prix augmentent dans les marchés urbains, le mécontentement social peut rapidement se développer.**

---

<sup>20</sup> La guerre en Ukraine continue de miner la sécurité alimentaire de millions de personnes

Par exemple, selon l'étude des chercheurs Yao Jules Yao, Jean-Jacques Essoh et Yao Ernest Badou Kouadio, l'émergence des émeutes de la faim au Niger entre 2019 et 2022 s'explique par la conjonction de facteurs :

- Sur le plan mondial, **la pandémie de Covid-19 a paralysé l'économie en entraînant la fermeture des marchés et des frontières**, ce qui a profondément perturbé la production et le ravitaillement de ce pays fortement dépendant des importations.
- À cette crise sanitaire s'est ajoutée **la guerre russo-ukrainienne** en 2022, qui a bloqué l'exportation des céréales indispensables (le blé et l'avoine) et provoqué une flambée historique du prix des hydrocarbures, alimentant une inflation insupportable pour les ménages.
- Au niveau national, la situation a été aggravée par **des catastrophes naturelles d'origine climatique, notamment des pluies diluviennes et des inondations destructrices** qui ont anéanti les réserves alimentaires et les infrastructures agro-pastorales.
- Enfin, l'insécurité chronique liée aux attaques du terrorisme a fini par déstabiliser la quiétude des campagnes, forçant l'exode rural des agriculteurs et des éleveurs et accélérant la pénurie des denrées sur le marché local. C'est l'accumulation **de ces chocs systémiques et la hausse vertigineuse des prix des produits de base (sucre, huile, riz) qui ont poussé les populations à manifester violemment leur mécontentement dans les rues contre la vie chère.**

Or, cette combinaison de facteurs politique, sécuritaire et climatique n'est pas l'apanage du Niger mais se retrouve dans de nombreux pays africains. Plusieurs pays ont été touchés depuis mars 2022 : la Sierra Leone dès août 2022 avec le mouvement du 10 août 2022, le Nigéria en août 2024 avec le mouvement #EndBadGovernance à la suite des réformes brutales du nouveau chef d'État Bola Tinubu ou encore les mouvements de la Gen Z d'abord au Kenya suite au projet de loi de finances (*Finance Bill*) de juin 2024, prévoyant de nouvelles taxes sur les produits de première nécessité (pain, huile) pour éponger la dette publique et à Madagascar en septembre et octobre 2025 sur des questions de pouvoir d'achat et de la faim.

Ainsi, l'histoire économique africaine montre que les hausses du prix du pain ou du carburant peuvent provoquer des protestations importantes. Les gouvernements africains se trouvent alors dans une position difficile :

- S'ils augmentent les subventions, ils protègent temporairement les consommateurs, mais ils aggravent les dépenses publiques.
- S'ils réduisent les subventions ou laissent les prix augmenter, ils risquent de provoquer des tensions sociales.

Cette situation révèle une fragilité majeure : **la sécurité alimentaire africaine ne peut pas reposer durablement sur des importations massives de céréales.** Tant que les pays africains dépendront fortement des marchés internationaux pour nourrir leur population, ils resteront exposés aux guerres, sanctions, crises logistiques et fluctuations des prix mondiaux.

### DES CONSEQUENCES GLOBALES QUI PREPARENT LA CRISE D'ORMUZ

**La guerre en Ukraine a aussi provoqué une forte instabilité sur les marchés énergétiques mondiaux.** La Russie étant un grand producteur de pétrole et de gaz, les sanctions et les tensions avec les pays occidentaux ont entraîné une réorganisation des flux énergétiques mondiaux. Les prix du pétrole et du gaz ont connu une forte volatilité, ce qui a affecté les pays importateurs comme les pays exportateurs.

**Pour les pays africains importateurs d'énergie, la hausse des prix a eu des effets immédiats.** Le carburant est indispensable au transport des marchandises, au fonctionnement des entreprises, à l'agriculture mécanisée et à la production d'électricité dans certains pays. Lorsque son prix augmente, l'ensemble de l'économie est touché. Les coûts de transport, les prix des produits alimentaires augmentent, les entreprises voient leurs charges progresser et les ménages subissent une baisse de pouvoir d'achat.

Dans plusieurs États africains, l'énergie représente une part importante des importations. La hausse des prix du pétrole détériore donc la balance commerciale, car il faut davantage de devises pour acheter la même quantité de carburant. Cette situation peut affaiblir les monnaies locales et

renforcer l'inflation importée. Elle réduit également les réserves de change, ce qui peut fragiliser la stabilité financière.

Pour les pays exportateurs de pétrole et de gaz, la situation est plus ambivalente. Des États comme l'Algérie, le Nigeria, l'Angola ou la Libye peuvent bénéficier de recettes supplémentaires lorsque les prix augmentent. Cependant, cette amélioration reste fragile. Elle dépend de la capacité réelle de production, de la stabilité politique, de la qualité des infrastructures et de la gestion des revenus pétroliers. Parfois, les pays producteurs ne profitent pas pleinement de la hausse des cours en raison de problèmes internes, de sous-investissement ou de baisse de production.

Car l'Afrique demeure dans une situation de déficit énergétique lié à une électrification qui tarde. Selon la Banque Mondiale, 600 millions de personnes : C'est le nombre d'Africains qui vivent encore sans aucun accès à l'électricité en Afrique subsaharienne<sup>21</sup>. Cela représente plus de la moitié de la population de la région. Or, 80 % des personnes sans électricité dans le monde résident en Afrique subsaharienne, ce qui en fait l'épicentre mondial de la précarité énergétique. C'est d'ailleurs tout l'enjeu de la Mission 300 qui vise raccorder et de donner un accès stable à l'électricité à 300 millions de personnes supplémentaires d'ici la fin de la décennie.

La guerre en Ukraine a ainsi confirmé une réalité déjà connue : **l'énergie demeure un facteur central de la stabilité économique africaine**. Les pays qui dépendent fortement des importations sont exposés à l'inflation, tandis que les pays exportateurs restent dépendants d'une rente volatile. Dans les deux cas, l'absence de diversification énergétique constitue une faiblesse structurelle.

---

<sup>21</sup> [Mission 300 | Électrifier et propulser l'Afrique et son développement](#), Banque Mondiale, juin 2026

# LE DETROIT D'ORMUZ, UN POINT DE PASSAGE VITAL POUR L'AFRIQUE

---

## LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE D'ORMUZ SUR L'AFRIQUE

UN GOULOT D'ÉTRANGLEMENT ET UNE FRAGILISATION DES VOIES MARITIMES QUI AFFECTENT LES PAYS AFRICAINS

Le détroit d'Ormuz est l'un des lieux les plus stratégiques du commerce mondial. Il relie le Golfe persique au golfe d'Oman et à l'océan Indien. Sa position géographique en fait un passage obligé pour près de 20% de la consommation mondiale de pétrole puisque 90% des exportations de pétrole et de gaz de l'Iran et des pays du Golfe, y transitent. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït, le Qatar, l'Irak et l'Iran dépendent en partie de cette route maritime pour exporter leurs hydrocarbures.

Le détroit d'Ormuz concentre une part essentielle des flux énergétiques mondiaux et avec Gibraltar, le Bosphore, Malacca et le canal de Suez, c'est l'un des grands détroits de la planète. **Environ 20 % du pétrole mondial y transite quotidiennement, ainsi qu'une part importante du gaz naturel liquéfié.** Cela équivaut à **20 millions de barils de pétrole par jour.** Cette concentration fait du détroit un point de passage incontournable pour les économies industrialisées.

Les pays asiatiques, en particulier, dépendent fortement de ces flux pour soutenir leur croissance économique. Il est estimé qu'environ 84% des flux de pétrole brut et de condensats transitant par le détroit d'Ormuz en 2024 étaient destinés aux marchés asiatiques dont la Chine, le Japon, la Corée du Sud et l'Inde.

**L'Europe, bien que plus diversifiée, reste également exposée, notamment en période de tensions sur les marchés énergétiques.** Puis, surtout depuis 2022 le Vieux-Continent a été contraint de diversifier ses fournisseurs dans la mesure où il s'est détourné des matières premières Russes. Conséquence directe aux sanctions de l'UE à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022<sup>22</sup>.

Mais, l'importance du détroit d'Ormuz ne tient pas seulement au volume d'hydrocarbures qui y transite. **Elle tient aussi au fait que le pétrole et le gaz sont des ressources essentielles pour l'ensemble de l'économie mondiale.** Une perturbation énergétique ne reste jamais limitée au secteur pétrolier. Elle affecte les transports, l'industrie, l'agriculture, l'électricité, le commerce international et les prix à la consommation. Par conséquent, l'importance géographique du détroit d'Ormuz en fait un verrou stratégique du golfe Persique aux répercussions mondiales, y compris en Afrique.

La guerre en Ukraine et les tensions autour du détroit d'Ormuz s'inscrivent dans un contexte plus large de fragilisation des routes maritimes mondiales. Le commerce international repose largement sur la circulation maritime. Or, les conflits géopolitiques, les menaces militaires, les sanctions et les risques sécuritaires peuvent perturber les itinéraires habituels des navires.

Lorsque les routes maritimes deviennent dangereuses, les compagnies de transport modifient leurs trajets. Ces détours allongent les délais de livraison, augmentent les coûts de carburant et font monter les primes d'assurance. Pour les pays africains, qui dépendent fortement du commerce maritime pour leurs importations et leurs exportations, ces perturbations représentent un défi majeur<sup>23</sup>.

Les importations africaines de produits alimentaires, de machines, de médicaments, de carburants et de biens manufacturés peuvent devenir plus coûteuses. Les exportations de matières premières peuvent également être

<sup>22</sup> [Burdy, J-P. \(2026\)](#). Le détroit d'Ormuz, verrou stratégique du golfe Persique. Vie Publique.

<sup>23</sup> [Crise de la mer Rouge et implications pour la facilitation du commerce en Afrique](#)

affectées par la hausse des frais logistiques. Cette situation réduit la compétitivité des entreprises africaines et accroît le prix final des produits. Certaines régions africaines pourraient toutefois bénéficier partiellement de la réorganisation des routes maritimes. Lorsque des navires contournent certaines zones de conflit, les ports africains situés sur des routes alternatives peuvent gagner en importance. Les ports d'Afrique de l'Est, d'Afrique australe ou d'Afrique de l'Ouest pourraient attirer davantage de trafic maritime. Cependant, cette opportunité reste limitée par la qualité des infrastructures portuaires, la capacité logistique et la stabilité des services douaniers<sup>24</sup>.

La crise des chaînes d'approvisionnement montre que l'Afrique doit renforcer ses infrastructures logistiques. Les ports, les routes, les chemins de fer, les zones industrielles et les corridors régionaux sont essentiels pour réduire les coûts de transport et améliorer la résilience économique. Sans infrastructures solides, le continent reste dépendant de chaînes mondiales qu'il ne contrôle pas.

### DES CONSÉQUENCES DIRECTES SUR LE TRANSPORT ET LE MIX-ENERGETIQUE DES PAYS AFRICAINS

Pour l'Afrique, ce point de passage peut sembler éloigné géographiquement, mais ses effets seraient directs. La majorité des économies africaines sont intégrées aux marchés énergétiques mondiaux. Même lorsqu'un pays n'importe pas directement son pétrole du Golfe, il subit la hausse des prix internationaux. Le marché du pétrole étant mondialisé, une crise dans le détroit d'Ormuz se répercute sur l'ensemble des pays consommateurs. De surcroît, dans un contexte d'incertitude géopolitique, **les compagnies maritimes, les assureurs et les importateurs augmentent leurs coûts pour se protéger contre les risques**<sup>25</sup>.

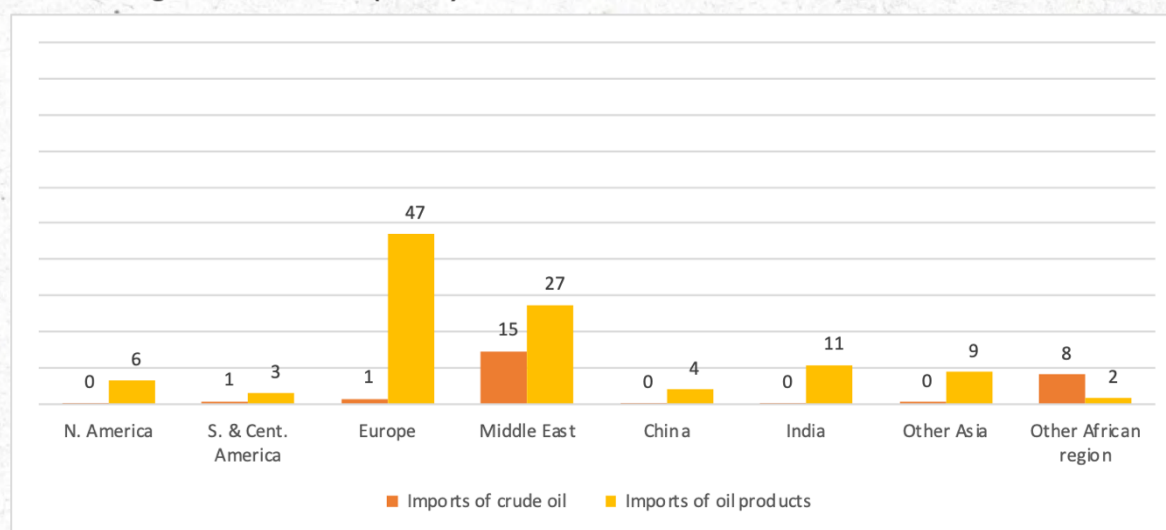
---

<sup>24</sup> Impact de la perturbation sur le commerce mondial des routes maritimes en mer Rouge, en mer Noire et au canal de Panama

<sup>25</sup> world oil transit Chokepoints

La première conséquence pour l'Afrique a été la hausse rapide des prix du pétrole et du gaz. Cette hausse toucherait directement les pays importateurs d'énergie, qui représentent une part importante du continent. Le Maroc, la Tunisie, le Sénégal, le Kenya, l'Éthiopie ou encore plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest seraient particulièrement exposés<sup>26</sup>.

**Schéma 1.5 - Importations africaines de pétrole brut et de produits pétroliers en provenance d'autres régions du monde (en Mt)**



Source : Revue statistique BP de l'énergie mondiale Juillet 2021

Figure – Les importations africaines de pétrole brut et de produits raffinés selon les zones géographiques d'importation, AFREC<sup>27</sup>

Comme le montre le graphique ci-dessus, la véritable vulnérabilité des importations pétrolières africaines se porte essentiellement sur les produits pétroliers transformés. En effet, en 2021, **l'offre totale de produits pétroliers de toute l'Afrique s'élève à 454 Mt, dont 201 Mt, soit 44 %, proviennent des raffineries et 253 Mt, soit 56 %, des importations de produits pétroliers**<sup>28</sup>. Ce chiffre révèle une profonde dépendance du continent aux importations extracontinentales, qui pose à l'Afrique deux problématiques :

<sup>26</sup> [La guerre en Ukraine - amplifiant une crise alimentaire déjà prévalente en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel](#)

<sup>27</sup> <sup>27</sup> [Les produits pétroliers et le raffinage dans le paysage énergétique africain](#), Rapport spécial de l'AFREC, Commission africaine de l'énergie, juin 2022.

<sup>28</sup> Ibid.

- Une **problématique de dépendance géographique** puisque **l'Afrique importe près de 66% de son pétrole brut du Moyen-Orient (15 Mt)**, directement touché par la crise du Déroit d'Ormuz. Pire, 98% des importations de produits pétroliers transformés sont extracontinentales, c'est-à-dire que les pays africains disposant d'une production de raffinerie, ne couvrent que leurs besoins domestiques, ce qui ne contribue pas à assurer une forme de souveraineté énergétique pour le Continent.
- Une problématique de montée de gamme puisque l'Afrique produit davantage de pétrole brut que de raffinage. En effet, « l'écart de raffinage » est de près de 7 points. C'est-à-dire que lorsque l'Afrique produit 9% du pétrole mondial, elle ne produit qu'environ 2% du pétrole raffiné<sup>29</sup>. Ses acteurs économiques pétroliers perdent donc la marge sur le raffinage dans la captation de la plus-value ce qui empêche la montée de gamme.

De surcroît, un carburant plus coûteux, augmenter les coûts de transport routier. Or, dans de nombreux pays africains, les marchandises circulent principalement par route eu égard à un secteur ferroviaire moins développé que dans d'autres régions du monde. **Selon l'OCDE, plus de 80% du transport de marchandises en Afrique transitent par voie routière, soit 10 points de plus que dans le reste du monde**<sup>30</sup>. Or, l'Afrique environ 20 km de routes pour 100 km<sup>2</sup> au total, dont environ 31 km pour 100 km<sup>2</sup> de routes bitumées, contre 138 km en Inde et 122 km en Europe. Pire, elle est la seule région du monde où cette densité a reculé sur 20 ans car la population progresse plus vite que les constructions routières. Ainsi, la crise du Déroit d'Ormuz et le renchérissement du prix du carburant n'est pas une nouvelle dans un secteur en situation de crise de production. Par conséquent, les produits alimentaires, les matériaux de construction, les biens importés et les produits agricoles sont affectés par la hausse des coûts logistiques qui se répercute sur les prix finaux.

<sup>29</sup> Ibid.

<sup>30</sup> [AUC/OECD](#) (2025), *Africa's Development Dynamics 2025: Infrastructure, Growth and Transformation*, AUC, Addis Ababa/OECD Publishing, Paris.

Mais, les conséquences de la crise du Détroit d'Ormuz s'inscrivent dans un contexte où le mix énergétique de l'Afrique reste dominé par les énergies fossiles. Le tryptique pétrole, gaz naturel et charbon représentait 90,4 % du mix énergétique du continent en 2020, contre 91,2% en 1970 et 83,5% à l'échelle mondiale<sup>31</sup>. En effet, en Afrique, la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique de l'Afrique est stable et faible sur la période 1970 et 2020.

En revanche, **au sein des énergies fossiles, la composition de ce mix a drastiquement changé**. La part du charbon a été divisée par deux (41,3% en 1970 contre 22,1% en 2020), celle du pétrole a diminué de près de dix points de pourcentage (48,1% contre 38,7%), tandis que la part du gaz naturel, dont les émissions de gaz à effets de serre sont plus faibles, est passée de 1,8% en 1970 à 29,6% en 2020<sup>32</sup>.

De plus, si près d'un Africain sur deux n'a toujours pas encore un accès stable à l'électricité (alors que c'est le cas pour 90% de l'humanité), **la crise du Détroit d'Ormuz est une mauvaise nouvelle pour le projet d'électrification du Continent**. En effet, **l'électricité s'est également renchérie en Afrique dans les pays qui utilisent des centrales thermiques alimentées par du pétrole, du gaz ou du fioul**. Dans les économies où l'accès à l'électricité est déjà limité ou coûteux, une hausse supplémentaire du prix de l'énergie freine l'activité des petites entreprises, des industries, des commerces et naturellement des ménages africains.

---

<sup>31</sup> [A la une d'Objectif Afrique : L'accès à l'énergie en Afrique subsaharienne](#), DG Trésor, n°238 d'Objectif Afrique, juillet 2023.

<sup>32</sup> Ibid.

### DES CONSÉQUENCES INDIRECTES SPECIFIQUES AU CONTINENT AFRICAIN

La fermeture du détroit d'Ormuz a aussi d'autres effets indirects assez spécifiques au continent africain notamment sur les **finances publiques**. De nombreux États africains subventionnent une partie du prix du carburant ou de l'électricité afin de limiter les tensions sociales. Si les prix mondiaux augmentent brutalement, ces subventions deviennent beaucoup plus coûteuses. **Les gouvernements doivent alors choisir entre augmenter les dépenses publiques, réduire les subventions ou laisser les prix monter.** Chacune de ces options comporte des risques économiques et politiques. Ce choc énergétique peut donc provoquer une inflation généralisée. La hausse du carburant se diffuse dans toute l'économie, car l'énergie intervient dans presque toutes les activités productives. Elle augmente le coût de production des entreprises, le prix des transports, le coût des importations et le prix des biens alimentaires. Pour les populations africaines, cela se traduit par une baisse du pouvoir d'achat et une aggravation de la pauvreté.

Or, les pays africains sont dans des situations budgétaires qui demeurent difficiles comme l'atteste le tableau suivant qui donne le détail par pays du niveau de dette par rapport au PIB. En effet, la dette des administrations publiques représente **près de 1 800 milliards de dollars pour un PIB consolidé autour de 2 500 milliards de dollars, soit un taux moyen de dette par rapport au PIB de près de 60%**<sup>33</sup> rendant des scénarios de crises des dettes souveraines possibles dans certains États extrêmement fragiles.

C'est le cas des 10 pays africains<sup>34</sup> suivants : **Soudan, Érythrée, Sénégal, Cap-Vert, République démocratique du Congo, Malawi, Zimbabwe, Égypte, Tunisie et de la Guinée Bissau** dont les dettes rapportées au PIB s'établissent à plus de 80% du PIB. Pour rappel, en 1982, le Mexique fait défaut de paiement avec un ratio dette/PIB situé à moins de 50% !

---

<sup>33</sup> [Le dilemme de la dette en Afrique : transformer la crise en réforme](#), Franck Kuwonu, Nations Unies, juillet 2025.

<sup>34</sup> Ibid.

| Pays                                | Dettes / PIB (en %) | Dernière année de référence |
|-------------------------------------|---------------------|-----------------------------|
| <a href="#">Soudan</a>              | 188                 | 2025-12                     |
| <a href="#">Érythrée</a>            | 164                 | 2024-12                     |
| <a href="#">Sénégal</a>             | 111                 | 2025-12                     |
| <a href="#">Cap-Vert</a>            | 109                 | 2024-12                     |
| <a href="#">République Du Congo</a> | 96.8                | 2025-12                     |
| <a href="#">Malawi</a>              | 87.7                | 2024-12                     |
| <a href="#">Zimbabwe</a>            | 87                  | 2024-12                     |
| <a href="#">Île Maurice</a>         | 86.5                | 2025-12                     |
| <a href="#">Égypte</a>              | 83.8                | 2025-12                     |
| <a href="#">Tunisie</a>             | 82.9                | 2025-12                     |
| <a href="#">Guinée-Bissau</a>       | 80.5                | 2025-12                     |
| <a href="#">Afrique Du Sud</a>      | 78.9                | 2025-12                     |
| <a href="#">Gabon</a>               | 78.9                | 2025-12                     |
| <a href="#">Mozambique</a>          | 76.9                | 2024-12                     |
| <a href="#">Gambie</a>              | 73.9                | 2025-12                     |
| <a href="#">Namibie</a>             | 70.2                | 2025-12                     |
| <a href="#">Togo</a>                | 69.5                | 2025-12                     |
| <a href="#">Kenya</a>               | 67.8                | 2025-12                     |
| <a href="#">Maroc</a>               | 67.1                | 2025-12                     |
| <a href="#">Rwanda</a>              | 64.6                | 2025-12                     |
| <a href="#">Centrafrique</a>        | 61.8                | 2025-12                     |
| <a href="#">Zambie</a>              | 60.9                | 2025-12                     |
| <a href="#">Lesotho</a>             | 60                  | 2024-12                     |
| <a href="#">Côte d'Ivoire</a>       | 59.5                | 2024-12                     |
| <a href="#">Ouganda</a>             | 54.2                | 2025-12                     |
| <a href="#">Algérie</a>             | 54.1                | 2025-12                     |
| <a href="#">Libéria</a>             | 54.1                | 2025-12                     |
| <a href="#">Burkina-Faso</a>        | 53.1                | 2025-12                     |
| <a href="#">Seychelles</a>          | 53                  | 2025-12                     |
| <a href="#">Nigeria</a>             | 52.9                | 2024-12                     |

| Pays                               | Dette / PIB (en %) | Dernière année de référence |
|------------------------------------|--------------------|-----------------------------|
| <a href="#">Bénin</a>              | 52.5               | 2025-12                     |
| <a href="#">Angola</a>             | 51.3               | 2025-12                     |
| <a href="#">Tanzanie</a>           | 49.7               | 2025-12                     |
| <a href="#">Ghana</a>              | 48.8               | 2025-12                     |
| <a href="#">Madagascar</a>         | 48.7               | 2026-12                     |
| <a href="#">Guinée</a>             | 48.1               | 2025-12                     |
| <a href="#">Niger</a>              | 48.1               | 2025-12                     |
| <a href="#">Mauritanie</a>         | 46.2               | 2025-12                     |
| <a href="#">Sierra-Leone</a>       | 45.2               | 2025-12                     |
| <a href="#">Guinée Équatoriale</a> | 40.6               | 2025-12                     |
| <a href="#">Cameroun</a>           | 40.4               | 2025-12                     |
| <a href="#">Ethiopie</a>           | 32                 | 2024-12                     |
| <a href="#">Djibouti</a>           | 30.5               | 2025-12                     |
| <a href="#">Tchad</a>              | 30.4               | 2025-12                     |
| <a href="#">Comores</a>            | 28.4               | 2024-12                     |
| <a href="#">Botswana</a>           | 24.9               | 2024-12                     |
| <a href="#">Swaziland</a>          | 20.6               | 2025-12                     |
| <a href="#">Congo</a>              | 20.2               | 2025-12                     |
| <a href="#">Burundi</a>            | 13.1               | 2024-12                     |

Tableau – La dette publique au PIB des pays africains, dernières données de décembre 2024 ou décembre 2025, *Trading Economics* sur la base des données de la Banque Mondiale<sup>35</sup>

<sup>35</sup> [La dette publique au PIB – liste des pays – Afrique](#), Trading Economics, 2026.

## DES EFFETS DIFFERENCIES ENTRE IMPORTATEURS ET EXPORTATEURS D'HYDROCARBURES

**Les conséquences d'une fermeture du détroit d'Ormuz ne seraient pas identiques dans tous les pays africains.** Les pays importateurs d'hydrocarbures subiraient principalement les effets négatifs de la hausse des prix. Ils devraient payer plus cher leur énergie, ce qui aggraverait leurs déficits commerciaux et leurs tensions budgétaires. Les pays disposant de peu de réserves de change seraient particulièrement fragilisés.

À l'inverse, les pays exportateurs de pétrole et de gaz pourraient théoriquement bénéficier d'une hausse des cours mondiaux. **L'Algérie, le Nigeria, l'Angola, la Libye, le Congo ou le Gabon pourraient voir leurs recettes d'exportation augmenter.** Cette hausse pourrait améliorer temporairement leurs finances publiques et renforcer leurs réserves en devises. Nous l'avons vu précédemment, **l'Afrique pèse environ 9% de la production mondiale du pétrole.**

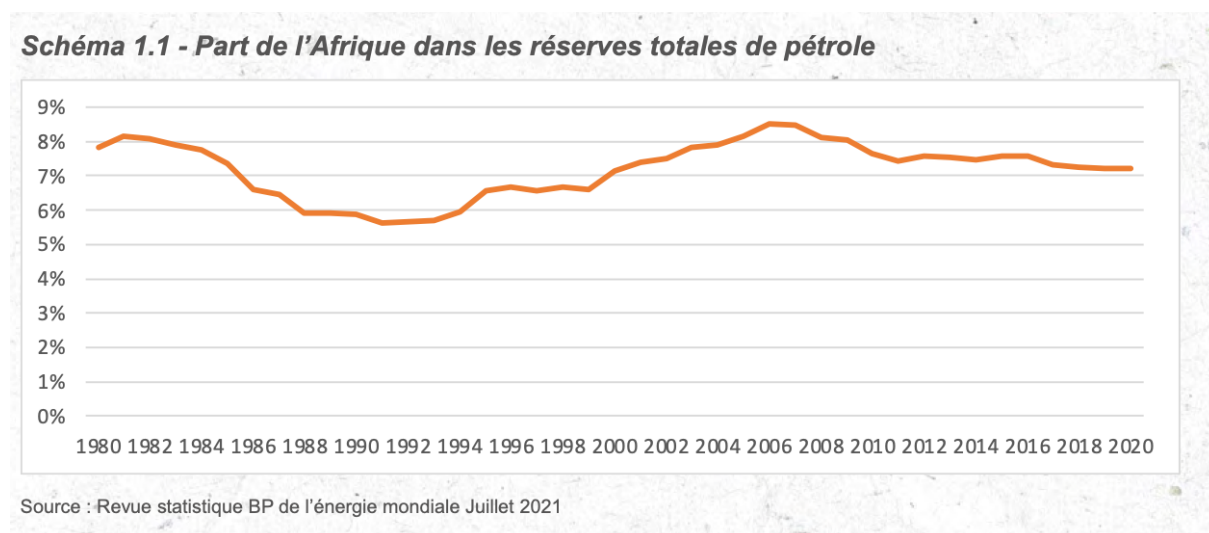
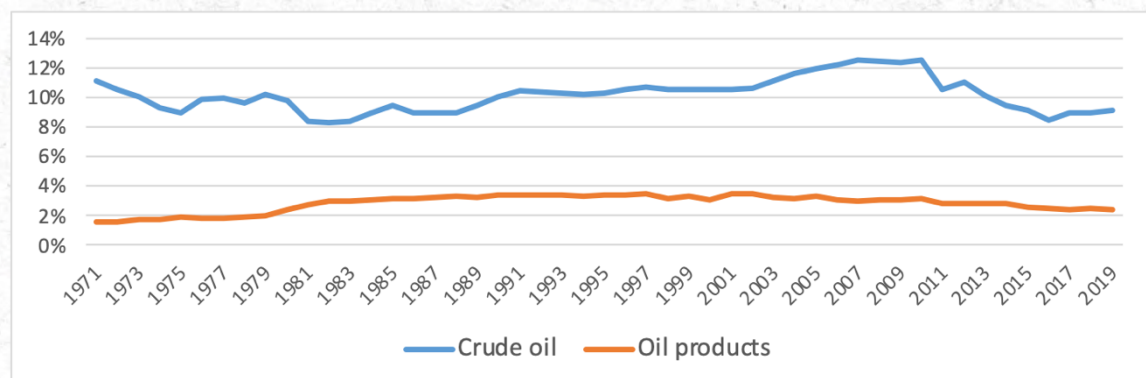


Figure – La part de l'Afrique dans les réserves pétrolières mondiales, AFREC<sup>36</sup>

<sup>36</sup> [Les produits pétroliers et le raffinage dans le paysage énergétique africain](#), Rapport spécial de l'AFREC, Commission africaine de l'énergie, juin 2022.

**Schéma 1.3 - Part de l'Afrique dans la production mondiale totale de pétrole brut <sup>1</sup> et de produits pétroliers<sup>2</sup>**



Source des données : Points forts du bilan énergétique mondial de l'AIE

Figure – La part de l'Afrique dans la production mondiale de pétrole brut et transformé, AFREC<sup>37</sup>

Cependant, cet avantage ne doit pas être surestimé pour trois raisons :

- Tous les pays producteurs ne disposent pas de capacités suffisantes pour augmenter rapidement leur production, notamment sur les produits pétroliers transformés dont nous avons identifiés les failles précédemment.
- Les bénéfices de la hausse des prix peuvent être limités par l'instabilité politique, le terrorisme islamiste, la corruption, le manque d'investissement ou la faiblesse des infrastructures.
- Une économie trop dépendante du pétrole reste vulnérable aux retournements de marché.

Le cas du Nigeria illustre cette complexité. Bien qu'il soit un grand producteur de pétrole, il a longtemps dépendu des importations de carburants raffinés en raison de l'insuffisance de ses capacités de raffinage. Ainsi, une hausse du prix du pétrole brut peut augmenter les recettes d'exportation, mais elle peut aussi renchérir les importations de produits pétroliers raffinés. Cette contradiction montre que la richesse en ressources naturelles ne garantit pas automatiquement la sécurité économique<sup>38</sup>.

<sup>37</sup> [Les produits pétroliers et le raffinage dans le paysage énergétique africain](#), Rapport spécial de l'AFREC, Commission africaine de l'énergie, juin 2022.

<sup>38</sup> [Nigeria](#)

De même, les pays producteurs doivent gérer le risque de dépendance à la rente. Une hausse temporaire des prix peut donner l'illusion d'une amélioration économique, mais si les revenus supplémentaires ne sont pas investis dans la diversification, l'industrie, l'éducation ou les infrastructures, ils ne produisent pas de développement durable.

Ainsi, une fermeture du détroit d'Ormuz diviserait l'Afrique entre pays fortement pénalisés par la hausse des prix de l'énergie et pays susceptibles d'en tirer un bénéfice temporaire. Toutefois, à l'échelle du continent, l'instabilité générale des marchés resterait un facteur négatif.

## CRISE D'ORMUZ : UN ACCÉLÉRATEUR DES CRISES EN COURS EN AFRIQUE ?

L'Afrique a vécu trois grandes séquences macro-économiques depuis les années 1960.

1960-1980 : Le coût des Indépendances et de la Guerre froide

Au lendemain des décolonisations, les nouveaux États africains s'engagent dans des politiques de grands travaux et d'industrialisation par substitution aux importations.

Financés par l'endettement extérieur et les rentes de matières premières, ces investissements s'avèrent souvent non productifs (les « éléphants blancs »). Portés par la logique des blocs de la Guerre froide, les budgets publics explosent sans considération des rendements économiques, jetant les bases d'une crise de la dette systémique dès la fin des années 1970 avec la hausse des taux d'intérêt mondiaux sans compter les problématiques politiques.

1980-2008 : Les Plans d'ajustement structurel (PAS) du FMI et le retard à l'émergence

Face à l'asphyxie financière, les institutions de Bretton Woods imposent le « Consensus de Washington ». Les PAS contraignent les États à des cures d'austérité drastiques : **dévaluations (comme celle du franc CFA en 1994), privatisations massives et coupes budgétaires sévères dans la santé et l'éducation**. Si ces réformes stabilisent temporairement les balances de paiements, elles brisent l'élan de l'appareil productif local, paupérissent les populations et entraînent un immense retard à l'émergence.

Ce n'est qu'au tournant des années 2000, via l'initiative PPTE (Pays pauvres très endettés), qu'un effacement massif de la dette redonne de l'oxygène au continent, coïncidant avec le super-cycle des matières premières.

### PIB par habitant des pays africains (-10M hab), Banque Mondiale (2000-2025)

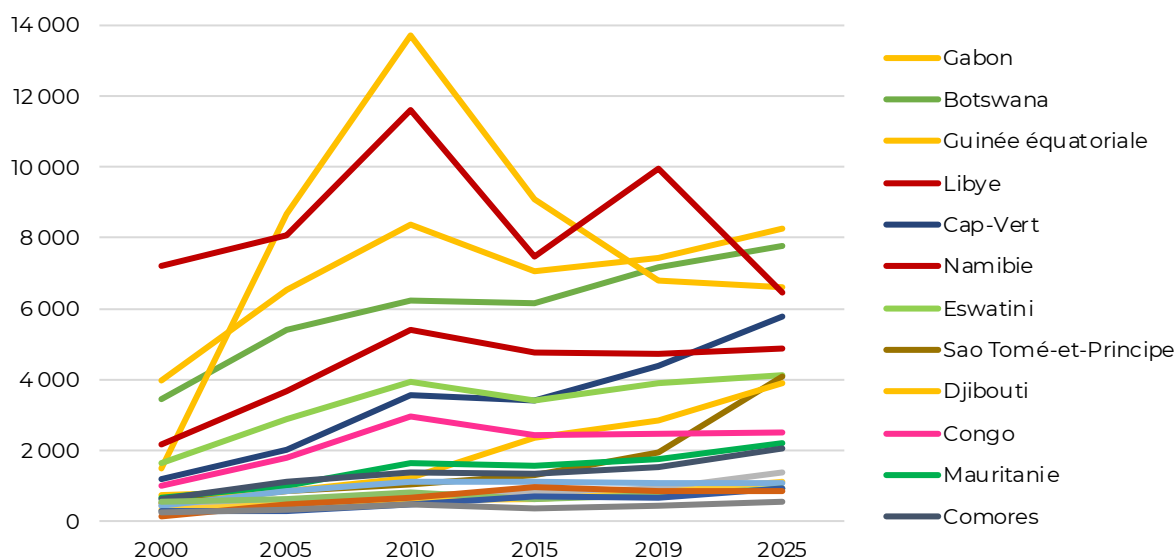


Figure - PIB par habitant des petits pays africains, Banque Mondiale, (2000-2025)<sup>39</sup>

Depuis 2008 : la quête difficile d'un modèle d'émergence

Après 2008, l'Afrique a cru trouver son modèle grâce à une croissance moyenne supérieure à 4,5 % et à l'arrivée de nouveaux partenaires, Chine en tête. Cependant, cette dynamique est restée trop dépendante de l'extraction brute, sans réelle industrialisation ni création d'emplois locaux. Aujourd'hui, la donne s'est radicalement durcie sous l'effet de chocs exogènes successifs (Covid-19, guerre en Ukraine, crise Ormuz).

En 2026, la situation macro-économique se caractérise par 3 chiffres :

1. **La crise des « ciseaux financiers »** avec un ratio moyen de la dette sur PIB en Afrique subsaharienne frôle les 60 %, mais ce sont les coûts du service de la dette qui asphyxient les budgets, absorbant désormais plus de 12 % des recettes publiques du continent (et jusqu'à 40 % pour certains pays), privant les États de toute marge de manœuvre.

<sup>39</sup> Ibid.

2. **Une croissance résiliente mais insuffisante** car le PIB africain progresse d'environ 3,5% à 3,8%, un rythme honorable au niveau mondial mais insuffisant pour absorber le boom démographique face à une inflation alimentaire qui s'est stabilisée à des niveaux élevés.
3. **Le piège de la dépendance extérieure** avec de 600 millions de personnes manquant encore d'accès à l'électricité, rappelant que la croissance passée n'a pas financé les infrastructures de base. Face au tarissement des financements chinois traditionnels, l'Afrique cherche un nouveau modèle fondé sur la transformation locale de ses ressources et des initiatives de grands corridors d'interconnexion (comme la Mission 300 pour l'énergie).

Les conséquences économiques de la guerre en Ukraine et d'une fermeture du détroit d'Ormuz se rejoignent dans un effet central : l'inflation. La hausse des prix alimentaires, énergétiques et logistiques entraîne une augmentation générale du coût de la vie. Cette inflation est en grande partie importée, car elle provient de la hausse des prix mondiaux et non uniquement de facteurs internes.

Pour les banques centrales africaines, cette situation est difficile à gérer. Lorsqu'une inflation est causée par une forte demande intérieure, une hausse des taux d'intérêt peut contribuer à la ralentir. Mais lorsque l'inflation vient de l'extérieur, par exemple du prix du pétrole ou du blé, la politique monétaire est moins efficace. Augmenter les taux peut freiner l'économie sans faire baisser immédiatement les prix internationaux.

### **Les États africains sont également confrontés à une pression budgétaire.**

Pour protéger les ménages, ils peuvent augmenter les subventions alimentaires ou énergétiques. Mais ces mesures coûtent cher et aggravent les déficits publics. Dans un contexte où plusieurs pays africains sont déjà endettés, cette situation peut devenir préoccupante<sup>40</sup>.

---

<sup>40</sup> Gains durement acquis sous pression

La hausse des taux d'intérêt internationaux complique encore la situation. Lorsque les pays africains doivent emprunter sur les marchés mondiaux, ils peuvent être confrontés à des conditions plus coûteuses. Le service de la dette absorbe alors une part croissante des budgets publics, réduisant les moyens disponibles pour financer l'éducation, la santé, les infrastructures ou la transition énergétique.

Cette dynamique peut produire un effet d'enfermement. Les États dépensent davantage pour gérer les crises immédiates, mais ils disposent de moins de ressources pour investir dans les transformations structurelles qui permettraient de réduire leur vulnérabilité.

Ainsi, les chocs géopolitiques extérieurs aggravent les fragilités internes, retardent le développement et **accélèrent les conséquences sociales**. Les conséquences économiques de ces crises ne se limitent pas aux indicateurs macroéconomiques. Elles se traduisent également par des tensions sociales. Lorsque les prix du pain, du carburant, du transport ou de l'électricité augmentent, les populations ressentent directement la crise dans leur vie quotidienne. Dans plusieurs pays africains, le pouvoir d'achat est déjà limité par le chômage, l'informalité économique et la faiblesse des salaires. Une hausse rapide des prix peut donc provoquer un sentiment d'injustice sociale. Les populations peuvent considérer que les gouvernements ne parviennent pas à les protéger contre les crises internationales. **Cette perception peut alimenter des mouvements de contestation comme ceux de la Gen-Z<sup>41</sup>**.

En effet, les jeunes sont particulièrement concernés. Le continent africain possède une population jeune et en forte croissance. Lorsque les perspectives d'emploi se réduisent et que le coût de la vie augmente, la frustration sociale peut s'intensifier. Cette situation peut renforcer l'instabilité politique, surtout dans les pays où les institutions sont fragiles.

---

<sup>41</sup> Économie africaine Outlook 2024

Les crises économiques extérieures peuvent également accentuer les inégalités. Les ménages aisés disposent de plus de moyens pour absorber la hausse des prix, tandis que les ménages pauvres sont contraints de réduire leurs dépenses essentielles. Les zones rurales et les zones urbaines ne sont pas affectées de la même manière, mais toutes peuvent subir des effets négatifs.

Ainsi, la guerre en Ukraine et une éventuelle fermeture du détroit d'Ormuz ne doivent pas être analysées uniquement comme des événements économiques. Elles peuvent aussi avoir des conséquences politiques et sociales profondes, car elles touchent directement les conditions de vie des populations.

# UN MONDE EN CRISE, MAIS UNE OPPORTUNITÉ POUR L'AFRIQUE ?

L'Afrique dispose de nombreuses faiblesses structurelles révélées les crises exogènes de l'Ukraine et du Détroit d'Ormuz, au premier rang desquelles figurent **une crise de la production de richesses** avec un ralentissement du PIB/hab, **une dépendance énergétique et alimentaire** en particulier sur les produits transformés et **un niveau d'endettement important** privant les États de marges de manœuvre concernant les investissements nécessaires au développement (mix énergétique, transports, et services publics).

La crise du Détroit d'Ormuz a fait revenir grande crainte, **celle d'un retour des tensions inflationnistes** avec le renchérissement du prix des carburants pour des économies dépendants encore beaucoup du fossile, des engrais et de l'alimentation. Certains scénarios « **d'ouragans de famines** » sur le modèle de 2008 existent, mais sont localisés à certaines économies. Paradoxalement, ce sont les pays les plus importants sur le plan démographique qui sont les plus vulnérables.

Malgré cela, l'Afrique a su résister aux deux chocs, y compris Ormuz. Selon le rapport de la Banque Mondiale d'avril 2026, la croissance africaine devrait se maintenir à 4,1% en 2026, soit 0,3 point de moins que les prévisions initiales en raison du choc du Détroit d'Ormuz<sup>42</sup>. L'inflation devrait progresser passant de 3,7% à 4,8% en 2026, mais reste maîtrisée<sup>43</sup>.

Dans un monde subissant un ralentissement économique lié aux difficultés de l'économie chinoise post-crise sanitaire et les incertitudes politiques dans le Moyen-Orient, les pays africains ont une carte à jouer **à condition de bâtir un modèle de développement réduisant les crises sociales et politiques.**

<sup>42</sup> [Faire aboutir les politiques industrielles](#), Banque Mondiale, Rapport économique de l'Afrique : Avril 2026.

<sup>43</sup> Ibid.

## LES ATOUTS DE L'AFRIQUE DANS LA DEMONDIALISATION

### UN POSITIONNEMENT GEOGRAPHIQUE FAVORABLE A LA RECONFIGURATION DES ROUTES COMMERCIALES MONDIALES

Le monde vit une forme de **démondialisation**, qui s'illustre par un ralentissement du commerce international depuis 2015, une dynamique exacerbée par la crise sanitaire et le mandat Trump II. En effet, en 2015, **pour la première fois depuis la Seconde guerre mondiale, le commerce international a progressé moins vite que la production**. En effet, depuis l'instauration du GATT en 1947, puis avec la création de l'OMC, le commerce international augmentait beaucoup plus vite que la production.

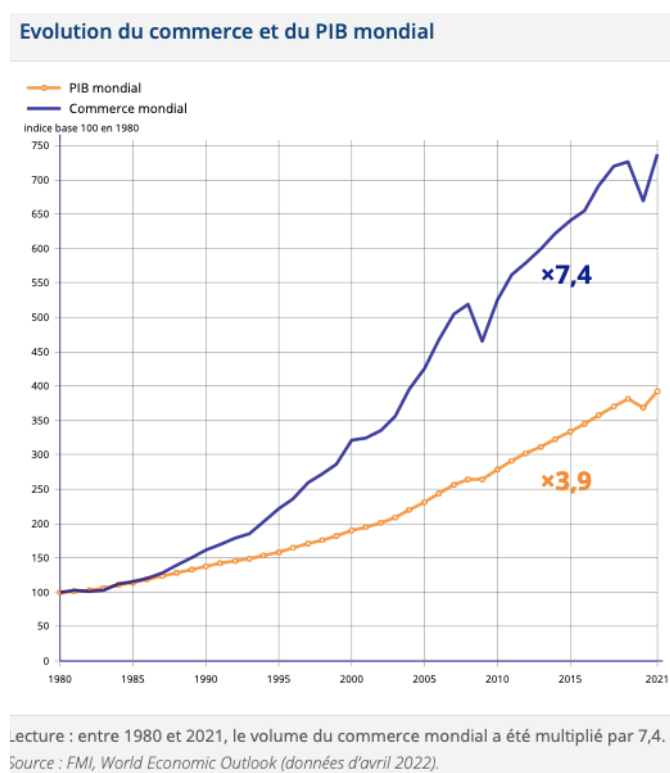


Figure - Évolution du PIB mondial et du commerce international entre 1980-2021, FMI<sup>44</sup>

<sup>44</sup> « Les Echos », [Le ralentissement du commerce international se confirme](#) », basé sur les chiffres de l'OMC et du CNUCED, avril 2019.

Entre 1980 et 2021, le commerce international a été multiplié par 7,4 alors que le PIB mondial a été multiplié par 3,9. En 2015, la tendance s'inverse. Le volume des échanges internationaux a progressé de 2,3% contre 2,8% pour la production comme le montre le graphique ci-dessus.

Le ralentissement du commerce international est la résultante directe de deux facteurs principaux.

D'une part, **la succession de crises a fortement pénalisé les économies avancées occidentales**. La crise financière de 2008 a généré une forte instabilité sur les marchés financiers qui a affecté les taux d'intérêts, donc les conditions d'octroi de crédit. La crise des dettes souveraines de 2010-2012 a impacté les finances publiques des économies occidentales, diminuant leurs investissements et leurs échanges avec le reste du monde. D'autre part, **les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine se sont accentuées**. Elles se sont amplifiées à partir de l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche en 2016, puis à partir de la deuxième guerre commerciale lancée par Donald Trump en 2025 et aux réactions chinoises et européennes.

Enfin, la crise d'Ormuz a rendu les routes commerciales maritimes, terrestres et aériennes du Moyen-Orient difficilement praticables recentrant de facto l'Afrique d'un point de géographique. Mais surtout, alors que les pays européens cherchent à réduire leurs dépendances à l'égard de l'Asie sur le plan industriel et du Moyen-Orient sur le plan géopolitique, les pays africains disposent d'une carte à jouer.

En effet, les perspectives du commerce mondial ne sont pas bonnes pour 2026 et 2027. **Le commerce mondial devrait ralentir nettement en 2026 (à +2,2 % après +4,3 %) et devrait se redresser à +2,8 % en 2027**, soit à peine au niveau de sa moyenne prépandémique (+2,8 % entre 2015 et 2019)<sup>45</sup>. Or, les scénarios de croissance mondiale du PIB sont autour de 3,1% pour 2027.

---

<sup>45</sup> [Perspectives mondiales au printemps 2026 : L'économie mondiale à l'épreuve d'un nouveau choc énergétique](#), DG Trésor, avril 2026.

Dans ces circonstances, les pays africains disposent **d'un atout géographique**. Face à la nécessité de sécuriser ses chaînes d'approvisionnement et de réduire sa dépendance critique vis-à-vis de l'Asie, **l'Europe peut trouver en l'Afrique un partenaire de proximité immédiat**. Sa position géographique stratégique — à la croisée de l'Atlantique, de la Méditerranée et de l'océan Indien — **réduit drastiquement les temps et les coûts de transport maritime (un conteneur met moins de 5 jours pour relier le Maroc à l'Europe contre plus de 25 jours depuis la Chine)**.

Au-delà de la logistique, **le continent détient 30 % des réserves mondiales de minéraux critiques indispensables à la transition verte européenne** (cobalt, lithium, platine) et dispose du plus fort potentiel de production d'hydrogène vert au monde. Ce positionnement fait de l'Afrique le terrain naturel du *nearshoring* (délocalisation de proximité) industriel européen.

### UN FACTEUR TRAVAIL ABONDANT PREALABLE A UNE POLITIQUE D'INDUSTRIALISATION

L'Afrique est confrontée à un immense défi : l'emploi des jeunes. Selon l'Union africaine, 400 millions de jeunes (15 à 35 ans) peuplent les pays africains. Il s'agit du continent le plus jeune au monde étant donné sa transition démographique.

Les pays affichant des difficultés de production de richesses, comme le Nigéria dont nous avons vu précédemment que le PIB/habitant a diminué depuis 2015, n'ont pas de marché de travail susceptible de les accueillir. Par exemple, **au Nigéria, en 2025, 60 000 postes de fonctionnaires ont vu se présenter 1,8 million de candidats** !<sup>46</sup>

Mais, la crise est devant les pays africains. Selon la Banque mondiale, 1,2 milliard de personnes entre 15 et 24 ans entreront sur le marché du travail d'ici à 2035 dans les pays en développement<sup>47</sup>, en particulier en Afrique. Sur

---

<sup>46</sup> [Le chômage des jeunes, une « bombe à retardement » qui menace les pays en développement](#), *Le Monde*, février 2026.

<sup>47</sup> Ibid.

cet aspect, les pays africains ont fourni des efforts puisque **le taux de chômage de la population active diminue structurellement, passant de près de 12,2% en 2000 à près de 10,1% en 2024<sup>48</sup>** (cf. graphique ci-dessous). A titre de comparaison, c'est la tendance inverse dans les pays du Nord, notamment en France où le taux de chômage des actifs jeunes se situe à 18,8% !<sup>49</sup>

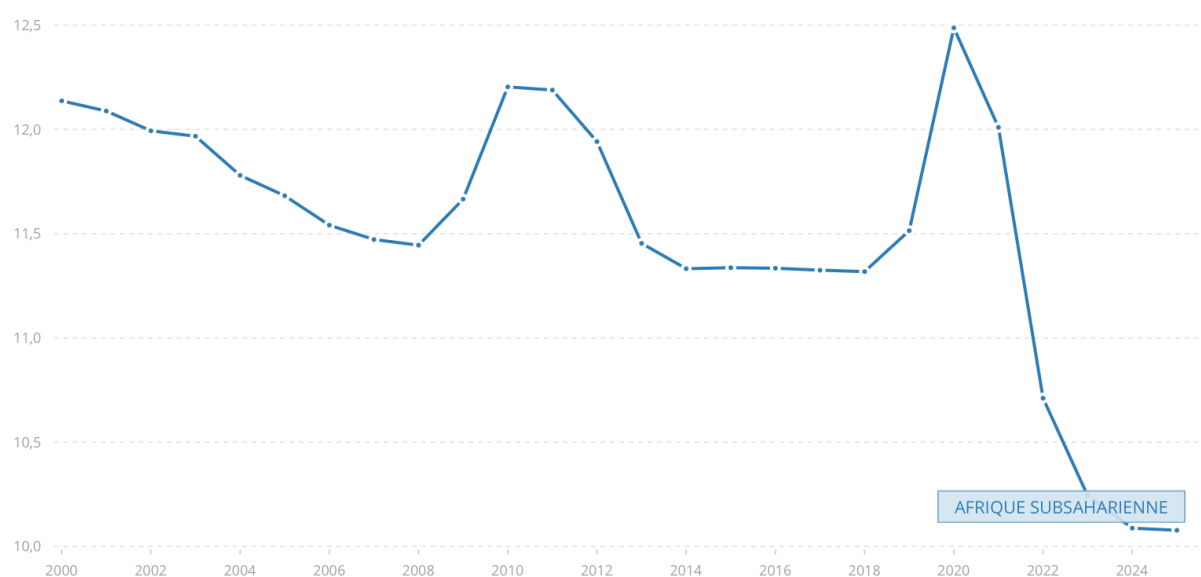


Figure – **Le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) en Afrique subsaharienne, OIT, Banque Mondiale, 2025<sup>50</sup>**

Si cette problématique tend à se résorber, cela masque des disparités. Des pays ont accusé un retard certain expliquant les récents mouvements sociaux de la « Gen Z ». **L'enjeu pour les économies africaines, notamment subsahariennes, sera de valoriser le positionnement géographique recentré à travers une politique d'industrialisation en attirant des acteurs étrangers afin d'offrir des débouchés d'emplois pour ces jeunes.**

<sup>48</sup> [Chômage, total des jeunes \(% de la population active âgée de 15 à 24 ans\)](#) (estimation modélisée OIT) - Sub-Saharan Africa, Banque Mondiale sur la base des données de l'OIT, 2025.

<sup>49</sup> [Les chiffres clés de la jeunesse 2025 – Emploi-chômage](#), INJEP, 2026.

<sup>50</sup> [Chômage, total des jeunes \(% de la population active âgée de 15 à 24 ans\)](#) (estimation modélisée OIT) - Sub-Saharan Africa, Banque Mondiale sur la base des données de l'OIT, 2025.

## UNE LOGIQUE DE SPECIALISATION SECTORIELLE

**Cette attractivité géographique et en termes de travail est démultipliée par une spécialisation croissante des économies africaines au cœur des technologies d'avenir de l'économie mondiale.**

Le continent ne doit plus se positionner plus comme un simple réservoir de matières premières brutes, mais comme le maillon indispensable des industries de pointe, à commencer par la révolution technologique de la robotique et de l'IA.

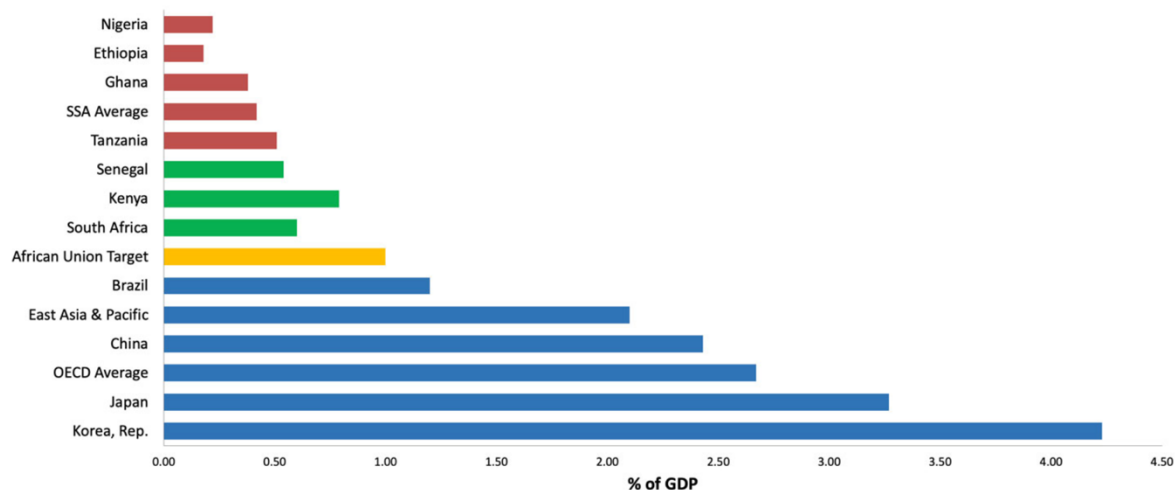
La production de processeurs avancés, de puces et de batteries de serveurs de données (*data centers*) dépend entièrement des métaux stratégiques — **comme le cobalt de la RDC (70% de la production mondiale), le graphite ou les terres rares** — indispensables à la puissance de calcul de l'IA.

En parallèle, **plusieurs hubs technologiques africains (notamment au Kenya, au Nigeria ou en Afrique du Sud) se spécialisent dans l'ingénierie logicielle, le traitement de données de masse (*data labeling*) et l'externalisation de services numériques à forte valeur ajoutée.**

Cette insertion directe dans les chaînes de valeur de la tech mondiale permet à l'Afrique d'offrir à l'Europe non seulement la sécurité de ses approvisionnements physiques, mais aussi un réservoir de compétences indispensables pour ne pas perdre la course à l'innovation face aux géants américains et asiatiques.

Pour cela, les pays africains doivent massifier leurs investissements dans la R&D, fragilité structurelle du Continent car **les pays d'Afrique subsaharienne dépensent en moyenne moins de 0,5% de leur PIB en R&D, alors que l'Union Africaine vise une moyenne à 1% et que la moyenne de l'OCDE se situe à 2,6%.**

Dépenses de R&amp;D (% du PIB)



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, 2024.

Note : PIB = produit intérieur brut ; OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques ; R&D = recherche et développement ; SSA = Afrique subsaharienne.

Figure – Dépenses de R&D par zone géographique, UNESCO, 2024<sup>51</sup>

Ainsi, l'Afrique devra relever ce défi pour s'insérer dans les chaînes de valeur mondiale à plus forte valeur ajoutée. Il s'agit ensuite pour l'Afrique d'opérer **une stratégie de remontée des filières sur le modèle de ce qu'ont fait les pays asiatiques sur la précédente révolution industrielle.**

<sup>51</sup> [Faire aboutir les politiques industrielles](#), Banque Mondiale, Rapport économique de l'Afrique : Avril 2026.

## COMMENT LES PAYS AFRICAINS ONT MIEUX RESISTE QUE PREVU AUX CHOCS EXOGENES

Pour résister aux chocs exogènes, l'Afrique doit impérativement transformer ses vulnérabilités en souveraineté. Elles montrent clairement les domaines dans lesquels l'Afrique doit renforcer sa résilience.

**La priorité concerne la souveraineté alimentaire.** Le continent dispose de terres agricoles, d'une population jeune et d'un potentiel de production important. Pourtant, il continue d'importer massivement certains produits de base. Cette contradiction montre la nécessité d'investir davantage dans l'agriculture locale, l'irrigation, les infrastructures rurales, le stockage, la transformation alimentaire et la formation des producteurs<sup>52</sup>.

Sur cet aspect, alors que le continent importe encore plus de 50 milliards de dollars de nourriture par an, la résilience passe par l'exploitation de ses 60 % de terres arables non cultivées mondiales. Cela exige un investissement massif dans les infrastructures agro-pastorales locales, la maîtrise de l'eau face au changement climatique et la fin des barrières douanières internes via la ZLECAF (Zone de libre-échange continentale africaine) pour stabiliser les marchés régionaux.

La deuxième priorité concerne **l'énergie**. L'Afrique possède d'importantes ressources énergétiques, qu'il s'agisse du pétrole, du gaz, de l'hydroélectricité, du solaire ou de l'éolien. Cependant, une grande partie du continent reste confrontée à une insuffisance d'accès à l'électricité et à une dépendance aux carburants importés. La transition énergétique peut permettre de réduire cette vulnérabilité, à condition qu'elle soit pensée comme une stratégie industrielle et non seulement comme une politique environnementale. Sur cet aspect, la stratégie repose sur un saut technologique (*leapfrogging*) grâce au solaire décentralisé et aux mini-

---

<sup>52</sup> Rapport économique sur l'Afrique 2025

réseaux, un modèle accéléré par des initiatives d'envergure comme la *Mission 300* (visant à connecter 300 millions de personnes d'ici 2030).

La troisième priorité est **l'industrialisation**. Tant que l'Afrique exportera principalement des matières premières brutes et importera des produits transformés, elle restera exposée aux fluctuations des marchés internationaux. La transformation locale des ressources agricoles, minières et énergétiques permettrait de créer plus de valeur ajoutée, d'emplois et de recettes fiscales.

Enfin, **l'intégration régionale africaine** constitue un levier essentiel. Le développement des échanges intra-africains pourrait réduire la dépendance excessive à l'égard des marchés extérieurs. La Zone de libre-échange continentale africaine représente à ce titre une opportunité importante. Mais son efficacité dépendra de la capacité des États à améliorer les infrastructures, à simplifier les procédures douanières et à harmoniser certaines politiques économiques.

Ces crises montrent donc que la résilience africaine ne peut pas être construite uniquement par des réponses d'urgence. Elle suppose une transformation profonde des modèles économiques. L'Afrique doit passer d'une économie dépendante des importations et des matières premières à une économie davantage productive, intégrée et capable de contrôler une partie plus importante de ses chaînes de valeur.

De surcroît, l'Europe qui opère un virage de protection de ses frontières des prochaines crises migratoires, doit se saisir de cette opportunité, non pas pour déverser de l'argent public sous la forme d'aide publique au développement, mais pour accompagner ce repositionnement géoéconomique de l'Afrique. Cela emporte deux conséquences positives pour l'Europe : l'affaiblissement durable des crises migratoires qui sont réellement devant nous (1) et la réduction des dépendances stratégiques à l'Asie (2).

## CONCLUSION

La guerre en Ukraine et l'hypothèse d'une fermeture du détroit d'Ormuz illustrent la vulnérabilité des économies africaines face aux crises géopolitiques mondiales. La première a déjà provoqué **une hausse des prix alimentaires, des engrais et de l'énergie, affectant directement les ménages, les agriculteurs, les entreprises et les finances publiques**. La seconde a représenté **un choc énergétique aggravant l'inflation et surtout perturbant le commerce maritime**.

Alors qu'un ouragan de famines pouvait être à redouter, les pays africains ont finalement mieux résisté que prévu. **Ce sont paradoxalement les plus grandes économies qui ont le plus souffert (Égypte, Afrique du Sud, Nigéria, etc.)**, ce qui n'est pas une bonne nouvelle pour l'intégration régionale africaine. Ces crises montrent que l'Afrique ne peut plus considérer les conflits extérieurs comme des événements lointains. Dans une économie mondialisée, les guerres, les sanctions, les tensions maritimes et les ruptures d'approvisionnement se transmettent rapidement d'un continent à l'autre. L'Afrique subit ces chocs parce qu'elle dépend encore fortement des importations alimentaires, énergétiques et industrielles.

Toutefois, cette vulnérabilité n'est pas une fatalité. **Elle peut devenir le point de départ d'une transformation stratégique**. Le renforcement de la souveraineté alimentaire, le développement des énergies locales, l'industrialisation, la diversification économique, l'intégration régionale et surtout la montée de gamme économique sont des réponses indispensables pour réduire l'exposition du continent aux crises mondiales.

Les pays européens sont des alliés tout trouvés. En effet, cherchant à réduire les flux migratoires et à diversifier leurs approvisionnements de l'Asie pour en être moins dépendants, le sens de l'Histoire commande aux deux parties de redéfinir les contours d'une véritable coopération gagnante-gagnante. La France, étant d'autant plus touchée étant donné son histoire et son modèle économique, doit être à l'avant-garde de cette reconfiguration.

Par **Nour Zeghdoud**, Analyste au Millénaire

**Matthieu Hocque**, Directeur Général du Millénaire, spécialiste en politiques publiques

Crédit photo : [17th Ordinary African Union Summit in Malabo, Equatorial Guinea](#), de Embassy of Equatorial Guinea, via Flickr, sous license CC BY-ND 2.0



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

**Président : William THAY**

Directeur général : Matthieu HOCQUE

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clément PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : [communication@lemillenaire.org](mailto:communication@lemillenaire.org)

Presse : [presse@lemillenaire.org](mailto:presse@lemillenaire.org)

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*